



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, VENDREDI, 2 JUIN 1922.

QUEBEC, FRIDAY, 2ND JUNE, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1777

which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the Gazette number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published on'y once are on'y followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1778

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-deuxième jour de mars 1918, pour la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, comté de Temiscouata, et de nommer par commission en date du 10 mai 1922, M.M. Emilius Boucher, forgeron, William Pelletier, boucher, Timothée Lebel, Jules Simon et Elude Laplante, journaliers, tous de Saint-Mathias-de-Cabano, membres de ladite cour. 2233

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty second day of March, 1918, for the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, county of Temiscouata, and to appoint by commission dated the 10th May, 1922, Emilius Boucher, blacksmith, William Pelletier, butcher, Timothée Lebel, Jules Simon and Elude Lapointe, laborers, all of Saint-Mathias-de-Cabano, members of the said court. 2234

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- }
Général-Suppléant. } ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant d'ériger en municipalité le territoire ci-après décrit, situé dans le canton d'Awantjish, dans la seconde division du comté de Matane, et déjà érigé en paroisse civile, par proclamation en date du 10 mai 1921, sous le nom de "La paroisse de Saint-Cléophas";

ATTENDU que toutes les prescriptions du code municipal à cet égard ont été remplies, et que le dit territoire est dans les conditions voulues pour former une municipalité.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of The United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting-Deputy- }
Attorney-General. } WHEREAS application has been made to Us, by petition, to erect into a municipality the territory hereunder described, situate in the township of Awantjish, in the second division of the county of Matane, and already erected into a civil parish, by proclamation dated the 10th of May, 1921, under the name of "The parish of Saint-Cléophas";

WHEREAS all the provisions of the municipal Code in that respect have been fulfilled, and that the said territory is in the conditions required to form a municipality;

THEREFORE, with the advice and consent of the Our Executive Council and in accordance

dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, pris dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième rangs de canton d'Awantjish, et dont les bornes, en référence aux données du cadastre officiel de ce canton, sont les suivantes, savoir:

Au sud-ouest, la ligne séparant les lots numéros vingt-deux et vingt-trois (22 et 23,) dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième rangs et celle—lui faisant suite—entre les numéros quarante-huit et quarante-neuf (48 et 49), dans le huitième rang;

Au nord-ouest, la ligne limitative entre les deuxième et troisième rangs;

Au nord-est, la seigneurie du-Lac-Matapédia;

Au sud-est le canton de Nemtayé; ledit territoire, ainsi borné et délimité, en étant un,—dans sa totalité—non encore organisé en municipalité est érigé en municipalité et forme, à compter de ce jour, une municipalité, sous le nom de "la Municipalité de la paroisse de Saint-Cléophas".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tout autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable *sm* CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce DIX-NEUVIÈME jour de MAI, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne le treizième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2223 ALEXANDRE DESMEULES.

L'avis *re*: la paroisse de Saint-Cléophas, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 mai 1922, à la page 1212, aux numéros 2153-2154, est nul.

with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare, by these presents, that the following territory, taken in the third, fourth, fifth, sixth, seventh and eighth ranges of the township of Awantjish, the boundaries of which, with reference to the official cadastre of the said township, are as follows, namely:

On the southwest, the line of division between the lots numbers twenty two and twenty three (22 and 23) in the fourth, fifth, sixth, seventh ranges and the production thereof, the line of division between the lots numbers forty eight and forty nine (48 and 49) in the eighth range;

On the northwest, the line of division between the second and third ranges;

On the northeast, the seignory of Lake Matapédia;

On the southeast, the township of Nemtayé; the said territory, thus bounded and limited, the whole of which forms no part of any organized municipality, is erected into a municipality and shall form from this day, a municipality, under the name of "The municipality of the parish of Saint-Cleophas";

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTOMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable *SIR* CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this NINETEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
2224 Acting Assistant Provincial Secretary.

The notice *re*: the parish of Saint Cleophas, published in the *Quebec Official Gazette* dated the 27th May, 1922, on page 1212, Nos 2153-2154, is null.

Lettres patentes

"Plow & Watters, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1922, constituant en corporation: Louis-Philippe Crepeau, Sefried Hinson Read Bush, avocats, Cyril Patrick Nolan, comptable, Claire Rowan, fille majeure, et Jean Hainault, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Se livrer à un commerce général de papeterie et d'impression, comprenant la gravure en relief, la lithogravure, la gravure, la reliure, l'électrotypie, la stéréotypie, photogravure, la confection et le commerce des boîtes de papier et de la papeterie, des matériaux et articles connexes ou esti-

Letters patent

"Plow & Watters, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1922, incorporating: Louis Philippe Crepeau, Sefried Hinson Read Bush, advocates, Cyril Patrick Nolan, accountant, Claire Rowan, spinster and Jean Hainault, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To engage in a general stationery and printing business, including, the business of embossing, lithographing, engraving, book-binding, electrotyping stereotyping, photo-engraving, manufacturing and dealing in paper boxes and stationery, and any materials and commodities incidental

més avantageux aux industries ou opérations précédentes;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec la susdite, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir par achat, louage, ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, les payer totalement ou partiellement en argent, en actions ou avec d'autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations ou les autres titres d'aucune autre compagnie, corporation ou personne exerçant ou se livrant à aucun commerce que la présente compagnie peut exercer ou auquel elle peut se livrer, aussi acquérir, détenir, nantir ou autrement aliéner des actions, obligations ou d'autres titres;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucune invention qui semblera propre à servir, à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition paraîtra susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie ou autrement les prélever et aider à prélever de l'argent, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement, pour aucune personne, compagnie ou corporation;

Prélever et aider à prélever de l'argent au moyen de boni, prêt, promesses, endossement, garantie d'obligations ou autrement, pour aucune personne, compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des obligations par aucune personne, compagnie ou corporation;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété des droits ou de l'entreprise de la compagnie; moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèces ou nature aucune propriété de la compagnie, y compris des actions, débetures ou valeurs que la présente compagnie peut acquérir ou avoir en sa possession;

Faire toutes les choses précitées ou aucune

or considered advantageous in any of the foregoing businesses or operations;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease, or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any persons, partnership or company carrying on a business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in whole or in part in cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation or individual, carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To raise and assist in raising money for and to and by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or otherwise, any person, company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any person, company or corporation;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of in whole or in part, the property, rights or undertaking of the company for such consideration as may be agreed upon and particularly for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in specie or kind any property of the company, including shares, debentures or securities which this company may acquire or have in its possession;

To do all or any of the above things and all

d'icelles ainsi que toutes les choses qu'autorisent les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Plow & Watters, Limited", avec un fonds social total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2209 C.-J. SIMARD.

things authorized, by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Plow & Watters, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial secretary, this sixth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2210 Assistant Provincial Secretary.

"Alliance Catholique des Professeurs de Montréal, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1922, constituant en corporation sans capital-actions, Adélarde-Charles Miller, directeur-secrétaire, 235 McDougal, Outremont; John Maurice Manning, directeur-secrétaire, 759 Berri, Joseph-David Pilon, directeur-secrétaire, 1325 Des Erables, Joseph-Philippe Labarre, directeur-secrétaire, 1946 S. Denis, Louis-Walter Héroux, assistant-secrétaire, 964 S. Denis, Joseph-Damase Langevin, instituteur, 2713 Hutchison, Cécile Blais, institutrice, non mariée, 14 Chenneville, Hermine Huneau, institutrice, non mariée, 1922a Boyer, Marguerite-Laurette Lafrenière, institutrice, non mariée, 213 Gauthier, Joseph-Lévis Tremblay, instituteur 2428 Parc Ave, Philippe Emmanuel Bouillier, instituteur, 2108 Waverley, Ubaldine Messier, institutrice, non mariée, 190 Jeanne Mance, Evariste Leblanc, assistant-directeur, 1384 S. Denis, Montréal, dans les buts suivants :

Grouper tous les fonctionnaires de l'enseignement primaire de la province de Québec et plus particulièrement les professeurs catholiques de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal;

Etudier les questions pédagogiques ou autres qui seraient de nature à activer le progrès des écoles, étudier les moyens à prendre pour aider l'avancement du personnel enseignant tant au point de vue intellectuel et moral qu'au point de vue social et matériel;

Protéger les membres contre les influences de toutes autres associations professionnelles du même genre non officiellement reconnues par la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal;

Percevoir des membres toutes contributions, cotisations, souscriptions et tous abonnements déterminés par les règlements et soumis au contrôle, à la direction et aux conditions pourvues aux statuts généraux adoptés par l'association;

Ester en justice, aider pécuniairement les membres ou les familles des membres qui sont dans besoin;

Acquérir, acheter, recevoir par donation, testament, legs ou autrement, posséder tous biens meubles et immeubles, en percevoir des revenus, les louer, vendre, échanger, aliéner ou autrement en disposer, dans la poursuite de l'objet de l'association, et sans profit pécuniaire;

Fonder et maintenir des colonies de vacances, une bibliothèque pour les membres, imprimer, éditer et vendre des livres, des revues, des journaux, des brochures et toutes publications quel-

"Alliance Catholique des Professeurs de Montréal, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1922, incorporating: as a corporation without share capital, Adélarde Charles Miller, director and secretary, of Outremont; John Maurice Manning, director and secretary, Joseph David Pilon, director and secretary, Joseph Philippe Labarre, director and secretary, Louis Walter Héroux, assistant-secretary, Joseph Damase Langevin, school teacher, Cécile Blais, school teacher, spinster, Marguerite Laurette Lafrenière, school teacher, spinster, Joseph Lévis Tremblay, school teacher, Philippe Emmanuel Bouillier, school teacher, Ubaldine Messier, school teacher, spinster, Evariste Leblanc, assistant-director, of the city of Montreal, for the following purposes:

To group all the functionaries of Primary Education of the Province of Quebec and more particularly the Catholic professors of the Montreal Catholic School Commission;

To study pedagogical or other questions calculated to promote the progress of schools, study the means to adopt to promote the advancement of the teaching personal both from an intellectual and moral point of view and also from a social and material point of view;

To protect the members against the influence of any other professional associations of a like nature not officially recognized by the Montreal Catholic Schools Commission;

To receive from its members any contributions, assessments, subscriptions and any fees determined by the by-laws and submitted to the control and direction, and on the conditions provided in the general statutes adopted by the association;

To ester en justice; assist pecuniarily the members or the dependents of the members who may be in need;

To acquire, buy, receive by donation, testament, legacy or otherwise, possess any moveable and immovable property, derive revenues therefrom, lease, sell, exchange, alienate or otherwise dispose of the same, in the pursuit of the object of the association and without pecuniary gain;

To establish and maintain vacation schools, libraries for the members, print, publish and sell books, reviews, newspapers, pamphlets and any publications deemed consistent with the purpose

conques jugées conformes au but de l'association; organiser des cours, des conférences, des congrès pour la poursuite de son objet;

D'une manière générale, faire tous actes et exercer tous pouvoirs, conduire aucune entreprise se rattachant à la réalisation adéquate des objets pour lesquels la corporation est constituée.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la compagnie peut posséder, est de cinq mille piastres (\$5,000.00);

Les règlements dont nous demandons l'insertion dans les lettres patentes se lisent comme suit:

Pour être membre actif, il faut être fonctionnaire de l'Enseignement primaire à l'emploi de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal ou visiteur ecclésiastique à l'emploi de ladite Commission;

Pour être membre adjoint, il faut être fonctionnaire de l'Enseignement primaire ou principal d'une école normale de la province de Québec;

Les membres actifs et adjoints doivent: (a) faire demande d'admission; (b) appartenir à aucune association professionnelle non officiellement reconnue par la commission des Ecoles Catholiques de Montréal; (c) s'engager à suivre les règlements établis ou à être établis par l'association; (d) être acceptés suivant les règlements de l'association;

L'association aura au moins une assemblée générale par année dont la date sera fixée par le comité de régie;

Les membres actifs ont droit de vote sur toutes les questions;

Les membres adjoints ont aussi droit de vote sur toutes les questions exceptées: (a) celles qui concernent les membres actifs seulement; (b) celles qui concernent les membres actifs dans leurs rapports avec la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal;

Les règlements doivent être approuvés, modifiés et abrogés par les deux-tiers des membres présents à une assemblée régulièrement convoquée;

L'association est dirigée par un comité de régie composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, et de neuf directeurs dont quatre instituteurs et quatre institutrices et d'un ancien président. Tous ces officiers sont choisis exclusivement parmi les membres actifs;

Les officiers du comité de régie sont élus pour un terme de deux ans à une assemblée spécialement convoquée à cette fin;

Le comité de régie fait lui-même les nominations d'officiers nécessitées par toute vacance qui se produit au cours d'un terme d'office;

La destitution d'un officier ne peut être décrétée que par les deux-tiers des membres présents à une assemblée régulièrement convoquée;

Le comité de régie convoque les assemblées, propose l'ordre du jour, approuve les comptes, pourvoit au rejet ou à l'acceptation des demandes d'admission, administre les biens de l'association et met à exécution les projets de l'association;

Les directeurs prennent part à toutes les réunions du Comité de régie ou ils ont, comme les autres officiers, voix délibérative;

Les charges de l'association sont gratuites;

La vérification des comptes sera faite à la fin de chaque exercice par un auditeur nommé par l'assemblée générale;

Les membres qui veulent cesser de faire partie de l'association doivent donner avis écrit au comité de régie, sous le nom de "Alliance Catholique des Professeurs de Montréal, Inc".

of the association; organise courses, lectures, conventions for the pursuit of its object;

In a general manner, to do all acts and exercise all powers, conduct any undertaking conducive to the proper attainment of the objects for the which the corporation is incorporated;

The amount to which is limited the immovable property that the company may possess is five thousand (\$5,000.00) dollars.

The following by-laws are on application inserted in the letters patent;

Only the functionaries of primary education at the service of the Montreal Catholic School Commission or the ecclesiastical inspector at the service of the said commission can be admitted as active members;

The functionaries of primary education or principals of normal schools of the Province of Quebec can be admitted as associate members;

The active and associate members must: (a) make application for admission; (b) belong to no professional association not officially recognized by the Montreal Catholic School Commission; (c) pledge themselves to obey the by-laws established or to be established by the association; (d) be accepted according to the by-laws of the association;

The association shall hold no less than one general meeting per year the date of which shall be fixed by the board of directors;

The active members shall have the right to vote on all questions;

The associate members have also the right to vote on all questions with the following exceptions: (a) those respecting the active members only; (b) those respecting the active members in their relations with the Montreal Catholic School Commission;

The by-laws must be approved, amended or repealed by two-thirds of the members present, at a meeting regularly called;

The association shall be managed by a board of directors composed of a president, a vice-president, a secretary, a treasurer and nine directors, four of which shall be chosen among the male teachers and four among the female teachers and an ex-president. All the officers shall be chosen among the active members;

The officers of the board of directors are elected for a term of two years at a meeting specially called for that purpose;

The board of directors shall fill all the vacancies occurring during any term of office;

A two-third vote of the member present at a meeting regularly called shall be required for the removal of an officer;

The board of directors shall call the meetings, move the order of the day, approve the accounts, provide for the refusal or the acceptance of the application for membership, manage the property of the association and put into execution the projects of the association;

The directors shall assist at all meetings of the board and they have as all other officers the right to vote;

The services of the officers are free;

The books of the association shall be audited at the end of each term by an auditor appointed at the general meeting;

The members who wish to withdraw from the association shall notify the board of directors in writing, under the name of "Alliance Catholique des Professeurs de Montreal, Inc".

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2211 C.-J. SIMARD.

"Lussier & Frère, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1620, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Joseph Picard, industriel, résidant au No 977 de la rue Saint-Jacques, Zoel Lussier, commerçant, résidant au No 6476 rue Bromby, Dame Laura Picard, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Zoel Lussier, résidant au No 6476 rue Bromby, le dit Zoel Lussier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Louis Lussier commerçant, résidant au No 981 de la rue Saint-Jacques, Dame Marie-Anne Monarque, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Louis Lussier, résidant au No. 981 de la rue Saint-Jacques, ledit Louis Lussier partie aux présentes pour autoriser son épouse, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir l'actif de Joseph Picard et de Joseph Picard & Cie, l'entreprise, les biens privilégiés, franchises, contrats ou droits de toute personne ou de toute compagnie exerçant une industrie, ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente incorporation;

Payer au moyen d'actions libérées de la présente compagnie, en tout ou en partie;

Faire le commerce à Montréal, comme marchands de fruits, et commerçants en général;

Fabriquer, acheter ou vendre toutes sortes d'effets, marchandises, sous le nom de "Lussier & Frère, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2215 C.-J. SIMARD.

**"Canadian Wood Cement Company,
Incorporated".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Arthur-Pierre Beaupré, manufacturier, Victor Martineau et Arthur Jodoin, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce des ciments à bois de toutes sortes et sous toutes leurs formes;

Exercer l'industrie et faire le commerce des colles de toutes espèces et sous toutes leurs formes;

Acquérir par achat ou autrement du lait et ses sous-produits et en tirer tous les produits et sous-produits dans la fabrication desquels le lait et ses sous-produits sont nécessaires;

Fabriquer, acheter, vendre des ciments et des colles tels qu'employés dans l'industrie du bois ou autrement;

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2212 Assistant Provincial Secretary.

"Lussier & Frère, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of April, 1922, incorporating: Joseph Picard, manufacturer, Zoel Lussier, trader, Dame Laura Picard, wife contractually separated as to property of Zoel Lussier, the said Zoel Lussier to authorize his wife for the purposes hereof, Louis Lussier, trader, Dame Anna Monarque, wife contractually separated as to property of Louis Lussier, and the said Louis Lussier a party hereto to authorize his wife, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire the assets of Joseph Picard and of Joseph Picard & Cie., the undertaking, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or of any company carrying on a business or trade which may carry on or do a company incorporated under the present letters patent;

To pay by means of paid up shares of the present company, in whole or in part;

To carry on business at Montreal as fruit merchants and general traders;

To manufacture, buy or sell all sorts of goods and wares, under the name of "Lussier & Frère, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2216 Assistant Provincial Secretary.

**"Canadian Wood Cement Company,
Incorporated".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of April, 1922, incorporating: Arthur Pierre Beaupré, manufacturer, Victor Martineau and Arthur Jodoin, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the manufacturing of and dealing in wood cement of every kind and under all forms;

To carry on the manufacturing of and dealing in glue of all kinds and under all forms;

To acquire by purchase or otherwise milk and the by-products of milk, and to derive therefrom all the products or by-products in the making of which milk and the by-products are necessary;

To manufacture, buy, sell ciments and glues as employed in the wood industry or otherwise;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des produits, la fusion des intérêts, la coopération, garantir l'exécution des contrats et toutes autres obligations et entreprises de toute autre compagnie dans laquelle la compagnie a des intérêts et accepter en garantie pour lesdits prêts et garanties n'importe quelles valeurs qui pourraient être offertes par des personnes ou compagnies, comprenant des actions et débetures des dites autres compagnies ou personnes;

Faire ce qui est nécessaire, convenable ou propre à atteindre les fins ou objets, en tout ou en partie plus haut mentionnés;

Acquérir par achat l'industrie de ciment et colle à bois de Arthur-Pierre Beaupré, d'Acton Vale, consistant en la machinerie, l'outillage, matière première, marchandises manufacturées et le bail, sous le nom de "Canadian Wood Cement Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2217 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie d'Essence Gauvin, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1922, constituant en corporation: François-Xavier Readman, Alfred Baril, industriels, Grand'Mère; Lorenzo Tardif, Léo Bourassa, industriels, Montréal; Hilarion Tardif, voyageur de commerce, Saint-Pierre, comté de Montmagny, dans les buts suivants:

Manufacturer ou faire manufacturer toute espèce d'effets ou marchandises qui peut être dans le commerce, et spécialement les produits pharmaceutiques, essences culinaires, liqueurs gazeuses, eaux minérales et purgatives, et toutes autres marchandises se rapportant à ses produits;

Faire le commerce de manufacturier, et de vendre des médecines brevetées. A cette fin acquérir les recettes et formules et procédés de manufacture, et le droit de manufacturer et de vendre lesdits produits;

Faire affaires comme importateurs et marchands généraux, ou à commission et agents vendeurs, aussi acheter, manufacturer, vendre et trafiquer de toutes les sortes d'épicerie, cafés, épices, thés, poudres gélatineuses, essences, marinades, conserves ainsi que de toutes les espèces de produits semblables et condiments, aussi d'étalages, de boîtes, bouteilles, lièges, bouchons de liège et tous autres accessoires et récipients;

Faire le commerce en gros de tous les produits pharmaceutiques, de produits chimiques, de drogues et autres articles se rattachant audit commerce;

Faire enregistrer, acheter, louer et posséder toutes marques de commerce ou marques distinctives ayant rapport avec les affaires de la compagnie et en disposer;

Acquérir, utiliser, louer et exploiter l'achalandage, les droits, la propriété et l'actif de toute espèce, assumer la totalité ou aucune partie du passif, prendre à bail et continuer le commerce d'aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce analogue aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en

To enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, guarantee the performance of contracts and any other obligations and undertakings of any other company in which the present company is interested and to accept as the security for such loans and securities any securities which may be offered by any persons or companies, including the shares and debentures of the said companies or persons;

To do everything necessary, convenient or proper for the attainment of the aforesaid purposes and objects, in whole or in part;

To acquire by purchase the wood cement and glue business of Arthur Pierre Beaupré, of Acton Vale, consisting of the machinery, raw products, manufactured goods and the lease, under the name of "Canadian Wood Cement Company, Incorporated" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Acton Vale, in the district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2218 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Essence Gauvin, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of April, 1922, incorporating: François Xavier Readman, Alfred Baril, manufacturers, Grand'Mère; Lorenzo Tardif, Léo Bourassa, manufacturers, Montreal; Hilarion Tardif, commercial traveller, Saint Pierre, county of Montmagny, for the following purposes:

To manufacture or cause the manufacture of all kinds of goods or merchandise capable of being the object of trade and particularly pharmaceutical products, extracts for the preparation of food, aerated waters, mineral and purgative waters, and any other goods incidental to the above products;

To carry on the business of manufacturer and seller of patented medicines. To that end acquire the recipes and formulas and processes of manufacture and the right to manufacture and sell the said products;

To carry on the business of importers and general or commission merchants and sales agents also to buy, manufacture, sell and deal in all kinds of groceries, coffees, spices, teas, jellies, extracts, pickles, preserves and all kinds of similar products and condiments and samples, boxes, bottles, corks and all other accessories and receptacles;

To wholesale all pharmaceutical products, chemical products, drugs and all other articles incidental to the said business;

To procure the registration, buy, lease and possess any trade marks or distinctive marks incidental to the business of the company and to dispose of the same;

To acquire, utilize, lease and exploit the goodwill rights, property and assets of any kind, take over the whole or any part of the liabilities, take on lease and continue the business of any person, partnership or corporation carrying on a business identical to the objects for which the present company is incorporated and to pay for

corporation, et les payer en numéraire, en actions libérées de la présente compagnie ou autrement;

Faire affaires comme marchand en gros et au détail de toute espèce d'effets, denrées et marchandises, aussi comme entreposeurs généraux de toute manière, et généralement, faire commerce et trafiquer de tous produits, provisions, matériaux, et marchandises de toute description;

Acquérir, acheter, louer et hypothéquer des immeubles suivant les besoins de la compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement, le matériel et les machines nécessaires aux affaires de la compagnie, et en disposer;

Faire ou faire faire des travaux d'impression et de publication touchant le commerce de la compagnie;

Acquérir, détenir, posséder du stock, des obligations ou débetures de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer aucune propriété ou aucuns droits acquis par la compagnie, ou les services rendus à la compagnie, soit en numéraire, soit en parts acquittées ou avec d'autres valeurs que la compagnie peut émettre, ou partie d'une manière et partie de l'autre, et généralement suivant les termes et conditions que la compagnie déterminera;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement, et en particulier par l'émission d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens mobiliers ou immobiliers ou les uns et les autres, sous le nom de "La Compagnie d'Essence Gauvin, Ltée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2219 C.-J. SIMARD.

the same in cash, paid up shares of the present company or otherwise;

To carry on the business of wholesale and retail merchants, of all kinds of goods, wares and merchandise, also the business of general warehousemen, and generally deal and trade in any products, provisions, materials and merchandise of any description;

To acquire, buy, lease and hypothecate immovables according to the requirements of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise the equipment and machinery necessary for the business of the company and to dispose of the same;

To execute or cause the execution of the printing and publishing incidental to the company's business;

To acquire, hold, possess stock, bonds or debentures of any other company having objects similar to those of the present company;

To pay for any property or any rights acquired by the company or for services rendered to the company either in cash or in paid up shares or with other securities which the company may issue or partly in one mode and partly in the other and generally on such terms and conditions as the company may determine;

To contract loans and guarantee the repayment of the same and in particular by the issue of bonds bearing a hypothec on the whole or part of the moveable or immovable property or on the one or the other, under the name of "La Compagnie d'Essence Gauvin, Ltée" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2220 Assistant Provincial Secretary.

" Club de Victoriaville, Limitée "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Armand Audette, marchand de fer, Auguste Bourbeau, courtier en assurance, et Joseph P.-H. Massicotte, médecin, tous trois de Victoriaville, dans le district d'Arthabaska, dans les buts suivants:

Acquérir et assumer à titre de firme active, l'affaire et l'entreprise exercée jusqu'ici dans la ville de Victoriaville, sous le nom de "Club de Victoriaville, Limitée", avec tout l'actif et la propriété mobilière et immobilière et se charger de toutes les dettes, du passif et des obligations de toute nature quelconque vis-à-vis les créanciers, les actionnaires et sociétaires, et les payer en actions libérées, privilégiées, ordinaires, ou avec les deux, du présent club;

Fonder, maintenir, contrôler, administrer et conduire un club pour l'avantage, le profit et la commodité de ses membres et de leurs amis, encourager les relations sociales entre les membres et généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les avantages, privilèges et l'accommodation d'usage dans un club;

Acquérir par achat ou autrement, au bénéfice du club et des membres d'icelui, la propriété

" Club de Victoriaville, Limitée "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1922, incorporating: Armand Audette, hardware merchant, Auguste Bourbeau, insurance broker and Joseph P. H. Massicotte, physician, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the town of Victoriaville, under the name of "Club de Victoriaville, Limitée", together with all the assets and moveable and immovable property and to take over the debts and liabilities of any nature whatsoever towards the creditors, shareholders and members, and to pay for the above in preferred or common paid up shares, or both, of the present club;

To establish, maintain, control, manage and conduct a club for the advantage, profit and convenience of its members and their friends, promote social intercourse between the members and generally procure to the members and their friends all the customary advantages, privileges and accommodation of a club;

To acquire by purchase or otherwise, for the benefit of the club and the members thereof, the

meuble et immobilière qui sera nécessaire ou désirable pour réaliser les fins du club, ériger, construire, agrandir et magnifier les bâtiments du club qu'on croira de temps à autre nécessaire ou désirable, les garnir de meubles convenables, de salles et tables de pool et de billard, de jeux de quilles, de salles de cartes, de lecture, d'écriture, de promenades, salles à manger, chambres à coucher, instruments de musique, jeux et tous autres accessoires qui peuvent être à l'avantage ou dans l'intérêt dudit club et de ses membres ;

Acheter, assumer et autrement acquérir l'actif et les biens, exercer l'affaire d'aucune personne ou autre corporation, d'aucun autre club dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux du présent club, les payer totalement ou partiellement en actions acquittées, privilégiées ou ordinaires, ou avec les deux du club ;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre association ou compagnie dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux du présent club ;

Adopter une constitution et règlements, règles et ordonnances concernant l'admission et l'expulsion des membres du club, la gouverne desdits membres, la catégorisation des membres, les droits de vote et privilège adhérents à chaque catégorie de membres, la tenue des réunions des membres, la fixation et la perception des contributions et redevances ; l'élection et la nomination des gouverneurs et officiers, la délimitation de leurs devoirs, la garde et la conservation des biens et deniers du club, et d'une manière générale la réglementation, l'administration, le contrôle, la direction et la conduite des affaires du club, la sauvegarde et protection de ses biens intérêts ; et de temps à autres altérer, abroger, restreindre, ou amender cette constitution, ces ordres ou règlements ou aucun d'iceux ;

Organiser et tenir les réunions libres ou populaires, des concerts, lectures, banquets, réceptions, bals, selon que les gouverneurs le jugeront de temps à autres, judicieux, et dans le meilleur intérêt du club et de ses membres ;

Solliciter auprès d'aucunes autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, l'obtention des autorisations permis, privilèges et autres droits qui seront nécessaires ou avantageux au club et à ses membres ;

Etablir, conduire et tenir ledit club, les salles à manger y servir des repas, ragaichissement, et cela aux prix fixés et déterminés par les règlements ;

Servir tous les rafraichissements et breuvages permis en loi, de même que des cigars, des cigarettes, tabacs, pâtisseries dans les salles de club, aux prix à être fixé et établis de temps à autre par les règlements ;

Donner et meubler des chambres à coucher pour l'usage et le bénéfice des membres du club, son personnel et les domestiques ;

Nommer, employer et rémunérer pour leurs services les officiers, chefs, serviteurs et autres employés qui seront utiles à la bonne gestion des affaires du club, et que le conseil des gouverneurs croira nécessaire ;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Club de Victoriaville, Limitée", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

moveable and immoveable property which may be necessary or desirable for the attainment of the club purposes, erect, construct, enlarge and aggrandize the buildings of the club as may from time to time be thought necessary or desirable, furnish them with suitable furniture, pool and billiard rooms and tables, bowling alleys, card rooms, reading and writing rooms, promenades, dining rooms, bed rooms, musical instruments, games and other accessories that may be to the advantage or in the interest of the club ;

To buy, take over or otherwise acquire the assets and property, carry on the business of any person or other corporation, of any other club the objects of which are altogether or partly similar to those of the present club, and to pay for the above in paid up shares, preferred or common, or both, of the club ; acquire and hold shares in any other association or company the objects of which are in whole or in part similar to those of the present club ;

To adopt a constitution and by-laws, rules and regulations respecting the admission and dismissal of the members of the club, the governing of the said members, the classification of the members, the right of voting and the privileges attached to each class of members, the fixation and collection of the subscriptions and dues ; the election and nomination of the governors, and officers, the limitation of their duties, the keeping and conservation of the property and monies of the club, and in a general manner the regulation, management, control, direction and conduct of the affairs of the club, the safekeeping and protection of its property and interests ; and from time to time to alter, repeal, limit or amend this constitution, regulations or by-laws or any thereof ;

To organize and hold free and popular meetings, concerts, lectures, banquets, receptions, bals, as the governors may from time to time think judicious and in the best interest of the club and of its members ;

To apply to federal, provincial, municipal, local or other authorities for the obtention of any authorizations, permits, privileges and other rights which may be necessary or advantageous to the club of its members ;

To establish, conduct and keep the said club, dining rooms and to serve therein meals and refreshments, and that at such price as may be fixed and determined in the by-laws ;

To serve all the refreshments and beverages allowed by law, as well as cigars, cigarettes, tobacco, pastry in the rooms of the club, at the price to be fixed and established from time to time by the by-laws ;

To give and furnish bed-rooms for the use and benefit of the members of the club, its personnel and servants ;

To appoint, employ and remunerate for their services the officers, chefs, servants and other employees that may be needed for the proper management of the affairs of the club and that the board of governors may think necessary ;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do all things and carry on any business that may be deemed necessary or useful for the accomplishment of the purpose for which the company is incorporated, under the name of "Le Club de Victoriaville, Limitée" with a total capital stock of five thousand (\$5,000.00), dollars, divided into one hundred (100) shares of fifty (\$50.00) dollars each.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-septième jour d'avril, 1922.

Le sous-secrétaire de la province
2221 C.-J. SIMARD.

"L'Institut Musical du Canada, Inc.—The Musical Institute of Canada, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1922, constituant en corporation sans capitalisations: Charles-Auguste Bertrand, Fernand Dufresne, avocats, Joseph-Alfred Nadeau, Roch Albert Bergeron, notaires et Honorine Beaugard, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Enseigner la musique vocale et instrumentale, s'intéresser et travailler au développement des arts en général et de la musique en particulier; donner des cours, fonder des écoles et instituts, former des élèves, décerner des diplômes de compétence;

Conclure tous arrangements avec toute université, collège, institution ou gouvernement, pour enseigner les arts, faire subir des examens, décerner tous certificats de capacité, et fournir tous professeurs et tout enseignement sur les arts, créer des bourses et des récompenses;

Composer, éditer, vendre des ouvrages de théorie ou de composition musicale et autres, les acquérir, en prendre des droits d'auteur, faire le commerce de la musique en feuille ou reliée, et le commerce d'instruments et de tous autres accessoires;

Organiser des concerts, des représentations ou des spectacles publics;

Acquérir, acheter, recevoir par donation, testament, legs ou autrement, et posséder tous biens meubles et immeubles, en percevoir du revenu, les louer, vendre, échanger, céder, aliéner ou autrement en disposer;

Acheter, imprimer, éditer et vendre des livres de revues, des journaux, des brochures et toutes publications quelconques jugées conformes au but et aux entreprises de l'association;

Percevoir des membres toutes contributions, cotisations, souscriptions et tous abonnements déterminés par les règlements;

Aider ou lancer toute entreprise propre à assurer la réalisation des objets et du but de l'association, ou jugée par elle conforme à son but;

En général, exercer les pouvoirs susceptibles de servir à la mise en œuvre de ses moyens, à l'exécution de ses entreprises et à l'exploitation de ses biens et de ses pouvoirs;

Spécialement, fonder:

(a) Une école officiellement connue sous le nom de "Conservatoire de l'Institut—Conservatory of the Institute";

(b) Une école officiellement connue sous le nom de "La Schola Cantorum—The Schola Cantorum". Donner dans les dites écoles l'enseignement et l'entraînement artistique et y décerner des diplômes.

Les règlements ou statuts généraux que les réclamants désirent faire incorporer dans les lettres patentes suivant la Loi sont les suivants, savoir:

Règlement No 8.—Nonobstant les dispositions ci-dessous édictées, un vote des deux-tiers des

The head office of the company, will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2222 Assistant Provincial Secretary.

"L'Institut Musical du Canada, Inc.—The Musical Institute of Canada, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight day of April, 1922, incorporating as a corporation without share capital: Charles Auguste Bertrand, Fernand Dufresne, advocates, Joseph Alfred Nadeau, Albert Bergeron, notaries, and Honorine Beaugard, stenographer and spinster of age, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To teach vocal and instrumental music, aid in and work to the development of arts in general and of music in particular; give courses, establish schools and institutes, train pupils, award diplomas of competency;

To enter into any arrangements with any university, college, institution or government for the teaching of arts, hold examinations, award certificates of competency and supply the professors and give teaching on arts, create bursaries and awards;

To compose, publish and sell theoretical, musical composition and other works, acquire the same, take copyrights for the same, deal in sheet or bound music, musical instruments and their accessories;

To organize concerts, representations and public shows;

To acquire, buy, receive by donation, legacy or otherwise and possess any moveable and immovable property, derive revenues therefrom, lease, sell, exchange, assign, alienate or otherwise dispose of the same;

To buy, print, publish and sell books, reviews, newspapers, pamphlets and any publications whatever deemed consistent with the purposes and undertakings of the association;

To collect from the members any contributions, assessments, subscriptions and dues determined by the by-laws;

To aid or launch any undertaking calculated to assure the attainment of the objects and purposes of the association or deemed by it consistent with its purposes;

Generally to exercise all the powers deemed conducive to the putting into execution of its property and powers;

Especially to establish:

(a) A school officially known under the name of "Conservatoire de l'Institut—Conservatory of the Institute";

(b) A school officially known under the name of "La Schola Cantorum—The Schola Cantorum". Give in the said schools education and artistic training and award diplomas.

The general by-laws or statutes which the petitioners desire to insert in the letters patent according to law are the following, namely:

By-law No. 8.—Notwithstanding the provisions above enacted, a two-third vote of the

membres présents à une assemblée régulière peut seul permettre d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement général. De plus, il est nécessaire, pour pouvoir procéder à l'adoption, à la modification ou à l'abrogation d'un règlement général, que la tenue de l'assemblée à laquelle on prend en considération lesdites adoptions, modifications ou abrogations ait été convoquée quinze jours à l'avance, par avis et sous pli recommandé adressé à chaque membre, à sa dernière adresse portée aux registres de l'Institut;

Règlement No 22.—Le Président de l'Institut est élu pour une période de dix ans. Sa rémunération comme tel ne devra excéder la somme de \$5,000.00;

Règlement No 23.—Le Président est seul chargé de l'engagement des professeurs de l'Institut et des différentes écoles qu'il fonde et établit; il a seul le pouvoir de fixer avec les dits professeurs et employés de l'Institut, les conditions d'engagement, le salaire et la rémunération. Le président lui-même, et les autres membres de l'Institut peuvent être professeurs comme dit ci-dessus. Il est au pouvoir du président de signer seul au nom de l'Institut les contrats constatant lesdits engagements, et toutes conventions par lui ainsi signées lient et engagent l'Institut, sous le nom de "L'Institut Musical du Canada, Inc.—The Musical Institute of Canada, Inc." Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.00.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2225

C.-J. SIMARD.

vote of the members present at a regular meeting shall be required to adopt, modify or repeal a general by-law. Moreover for the adoption, modification or repeal of a general by-law, it shall be necessary that the meeting at which such adoption, modification or repeal is considered be called by a registered notice mailed fifteen days previous to the date of such meeting to the last known address of such member as entered in the books of the Institute;

By-law No. 22.—The President of the Institute shall be elected for a term of ten years. His remuneration shall not exceed the sum of five thousand (\$5,000) dollars;

By-law No. 23.—The President shall alone be charged with the hiring of the professors and employees of the Institute and of the various schools established by it. He alone has the power with the said professors and employees of the Institute to fix the conditions of hire, salary and remuneration. The President himself and the other members of the Institute can be professors as aforesaid. The President has the power to sign alone in the name of the Institute the contracts establishing the said engagements and any agreements signed by him hold and bind the Institute, under the name of "L'Institut Musical du Canada Inc.—The Musical Institute of Canada, Inc." The amount to which the immoveable property that the corporation may acquire and possess is to be limited at \$100,000.00.

The head office of the company, will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,

2226

Assistant Provincial Secretary.

"Club Social Cartier-McDonald, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1922, constituant en corporation: John-Alexandre Shinnick, négociant, Joseph-Alfred Nadeau, notaire, tous deux de la cité d'Outremont, Léon Gauthier, journaliste, Joseph-Rosario-L. Ayotte, épicière et William Loisselle, rentier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, prendre, louer ou autrement acquérir les terrains et bâtiments en la cité de Montréal ou ailleurs dans la province de Québec nécessaires aux fins de la compagnie; ériger sur ces terrains, des salles de club et autres bâtiments nécessaires et convertir, employer et adopter tous et chacun de ces terrains, bâtiments et locaux pour des fins de club, avec leurs accessoires et ameublements nécessaires, tenir ouvert et entretenir des clubs, procurer aux membres dudit club le logement voulu, et encourager leur amusement mutuel, et leur éducation industrielle, sociale et politique;

Avoir des salles de rafraîchissement et des salles à manger et autres accommodations pour le bénéfice de leurs membres et de leurs hôtes, moyennant rémunération;

Établir des magasins de cigares, cigarettes, tabacs, bonbons, rafraîchissement, confiseries et les exploiter dans les salles du club;

Obtenir et exploiter une licence de club pour la vente de vins, bières et autres breuvages conformément aux dispositions de la loi des licences de la province de Québec et ses amendements;

"Club Social Cartier-McDonald, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st, of May 1922, incorporating: John Alexandre Shinnick, merchant, Joseph Alfred Nadeau, notary, both of the city of Outremont, Léon Gauthier, journalist, Joseph Rosario L. Ayotte, grocer, and William Loisselle, annuitant, of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To buy, take, lease or otherwise acquire the lands and buildings in the city of Montreal or elsewhere necessary for the company's purposes; erect on such lands club rooms and other necessary buildings, and to convert, use and apply all or any of such lands, buildings and premises for the club purposes, with all their accessories and necessary furnishings, keep and maintain clubs, procure to the members of the said club the required lodgings and promote their mutual amusement, their industrial, social and political education;

To have refreshment rooms, dining rooms and other accommodations for the benefit of the members and their guests, for remuneration;

To establish stores for the sale of cigars, cigarettes, tobacco, candies, refreshments, confectionery and to operate the same in the club rooms;

To secure and exploit a club license for the sale of wine, beer and other beverages in accordance with the provisions of the License Law of the Province of Quebec and amendments thereto;

Faire payer un honotaire annuel aux membres actionnaires, s'il y a lieu, et à ceux qui voukront devenir membres du club;

Payer pour toutes acquisitions de la compagnie ou pour services rendus à la compagnie ou requis parelle en actions libérées de la compagnie ou partie en actions et partie en deniers comptants;

Employer tout ou partie des fonds du club pour l'achat d'actions d'autres clubs, compagnies ou sociétés, si la chose était jugée utile et profitable aux intérêts du club;

Imprimer, publier et vendre des journaux, pamphlets et annonces, et agir comme agents pour l'imprimerie, la publication et la vente des dites choses pour les autres, sous le nom de "Club Social Cartier-McDonald, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montreal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2239 C.-J. SIMARD.

To charge an annual subscription to the members shareholders, if deemed fit, and to those who desire to become members of the club;

To pay for any acquisitions of the company or for services rendered to the company or required by it in paid up shares of the company or required by it in paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash;

To apply the whole or part of the funds of the club to the purchase of shares of other clubs, companies or societies, if the thing is deemed useful and profitable to the interests of the club;

To print, publish and sell newspapers, pamphlets and advertising matter, and act as agents for the printing, publishing and sale of the said things for others, under the name of "Club Social Cartier-McDonald, Limitée" with a total capital stock of ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into one thousand (1,000) shares of ten (\$10.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial-Secretary, this first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2240 Assistant Provincial Secretary.

"B. V. Gougeon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er mai 1922, constituant en corporation: Victor Gougeon, bourgeois, Dame Marie-Anne Lefebvre, épouse contractuellement séparée de biens dudit Victor Gougeon, et de ce dernier spécialement autorisée, Joseph-Augustin Lefebvre, commis et Joseph-Arthur Meunier, notaire, tous domiciliés en la cité de Lachine, dans le district de Montréal, dans les outis suivants:

Faire le commerce d'immeubles;

Acheter des propriétés immobilières, les administrer, les louer les hypothéquer, les échanger, les transporter, les vendre ou autrement les aliéner;

Acheter des terrains vacants ou des fonds ruraux, les exploiter, les administrer, les louer, les hypothéquer, les transporter, les vendre ou autrement les aliéner;

Construire des maisons de rapport sur des terrains de ville ou de campagne, les administrer, les louer, les hypothéquer, les échanger, les transporter, les vendre ou autrement les aliéner;

Faire le commerce de courtiers en immeubles: Administrer des propriétés immobilières pour autrui; vendre apour autrui, moyennant une commission, des immeubles et propriétés immobilières de ville ou de campagne;

Prendre et conserver des hypothèques sur toutes propriétés immobilières de ville ou de campagne, les vendre, céder, transporter, les recevoir et en donner quittance;

Prêter sur hypothèques les fonds de la compagnie, céder, ou transporter ces hypothèques, retirer les montants de ces hypothèques, en capital et en intérêt et en donner quittance;

Faire et signer tous actes et documents nécessaires aux fins ci-dessus, passer tous règlements et résolutions, sous le nom de "B. V. Gougeon, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau princioal de la compagnie sera à Lachine, dans le district de Montreal.

"B. V. Gougeon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 1st, of May, 1922, incorporating: Victor Gougeon, gentleman, Dame Marie-Anne Lefebvre, wife contractually separate asto property of the said Victor Gougeon, and by the latter especially authosired, Joseph Augustin Lefebvre, clerk and Joseph Arthur Meunier, notary, all domiciled in the city of Lachine, in the district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate;

To buy real estate, manage, lease, hypothecate, exchange, transfer, sell and otherwise alienate the same;

To buy vacant or rural lands, exploit, manage, lease, hypothecate, transfer, sell or otherwise alienate the same;

To construct tenement houses on town or rural lands, manage, lease, hypothecate, exchange, transfer, sell or otherwise alienate the same;

To carry on the business of real estate brokers; manage, real estate for others; sell for others, on commission town or rural real estate and immoveable properties;

To take and register hypothees on any town or rural immoveable property, sell, assign, transfer, receive and discharge the same;

To lend, on hypothee, the funds of the company, assign or transfer such hypothees, to collect the amount of such hypothees in capital and interest and give receipt therefor;

To draw and sign all acts and documents necessary for the above purposes, pass any by-laws and resolutions, under the name or "B. V. Gougeon, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Lachine, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2241 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secre-
tary, this first day of May, 1922.

2242 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Couture, Larivière, Limitée".

Avis esr donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er mai 1922, constituant en corporation: Napoléon Couture, Ernest Larivière, négociants, Willie Larivière, vendeur, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers d'empois, poudre à pâte, farine, soda à pâte et autres produits, et acheter, vendre et moudre toutes sortes de grains;

Manufacturer, acheter, arrenter ou autrement acquérir tous les appareils, machines et outils nécessaires ou utiles dans l'industrie de la compagnie, et les vendre, arrenter ou autrement en disposer;

Exercer tout autre industrie manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée par rapport à l'industrie ou au commerce et aux fins de la compagnie, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la compagnie;

Acquérir, acheter et prendre comme industrie active, la propriété, l'entreprise, l'achalandage, les valeurs et les engagements de la société Couture et Larivière faisant affaires dans la cite de Montréal, en qualité de manufacturiers d'empois, farine et autres produits, pour et moyennant le prix qui pourra être déterminé, et en payer le prix en deniers comptants, billets à ordre, obligations, ou autres valeurs, ou en actions dans le capital de la compagnie, telles parts devant être émises et distribuées, et devenant de facto complètement acquittées et non cotisables;

Acquérir et prendre à son nom comme industrie active, le commerce ou l'industrie, actif et passif, de toute autre personne ou compagnie engagée dans une industrie semblable à celle de la présente compagnie, qui sera jugée utile et avantageuse pour les fins de la présente compagnie; et acheter, prendre à son nom, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, usines, machinerie et outillage qui pourraient être utiles ou nécessaires aux fins de la compagnie;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et posséder des actions et valeurs de toute personne, compagnie ou compagnies, exerçant une industrie semblable ou non à celle que la précédente compagnie exercera;

Emettre et repartir comme acquittées, des actions du capital-actions de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevets, droits de brevets, actions ou autres valeurs de toute autre personne ou compagnie, et dont la présente compagnie pourait avoir besoin, et recevoir des parts du capital-actions d'autres compagnies ou autres valeurs de toute autre personne, en paiement de toute propriété ou propriétés ou droits dont la présente compagnie pourra disposer

Faires toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement de la totalité ou d'une partie des objets ci-dessus mentionnés, ou s'y rattachant ou qui seraient utiles ou avnatageuses pour le commerce, la production ou le bénéfice de la compagnie, sous le nom de "Couture, Larivière, Limitée". avec un capital total de

"Couture, Larivière, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st. of May, 1922, incorporating: Napoléon Couture, Ernest Larivière, merchants, Willie Larivière, salesman, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of starch, baking powder, flour, borax, baking soda, and other products, and to buy, sell and grind all sorts of grain;

To manufacture, buy, lease or otherwise acquire all the apparatuses, machinery and equipment necessary or useful for the company's business, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or trade and the purposes of the company or which may seem calculated to promote the objects of the company;

To acquire, buy and take over as a going concern the property, undertaking, goodwill, securities and liabilities of the firm "Couture & Larivière" carrying on business in the city of Montreal, as manufacturers of starch, flour and other products for such price as may be determined and to pay for the same in cash, promissory notes, bonds or other securities or in shares in the capital stock of the company, such shares to be issued and allotted and becoming de facto fully paid up and non-assessable;

To acquire and take over as a going concern the business and trade, assets and liabilities of any other person, or company engaged in a business similar to that of the company or which may appear useful and advantageous for the purposes of the present company; and to buy, take over, lease or otherwise acquire any moveable or immoveable property, shops, machinery and equipment which may appear useful or necessary for the company's purposes;

To subscribe for, buy or otherwise acquire and own shares and securities of any person, company or companies carrying on a business similar to that which the present company will carry on;

To issue and allot as fully paid up, shares of the capital stock of the company in full or part payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, patents, rights, shares or other securities of any other person or company or which the present company may require, and to receive shares of the capital stock of other companies or other securities of any other person in payment of any property or properties or rights which the present company may have power to dispose of;

To do all things necessary, convenient or proper for the attainment of the whole or any part of the objects above mentioned, or incidental thereto, or which may seem useful or advantageous for the business, production or benefit of the company, under the name of "Couture, Larivière, Limitée" with a total capital stock of twenty

vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Date du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2243 C.-J. SIMARD.

thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2244 Assistant Provincial Secretary.

"Linens, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1922, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, Michael Garber, avocats, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Importer, manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute sortes de cotonnades, lainages, toiles, soieries et autres tissus, de complets, vêtements, fournitures, chemises, faux-cols, manchettes, articles divers, colifichets, nouveautés d'un caractère général ainsi que de tous les genres de hardes et accoutrements;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissances, mandats, débetures et autre effets négociables et transférables;

Adopter pour faire connaître les produits de la compagnie les moyens jugés avantageux, et spécialement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et expositions d'œuvres d'art et d'intérêt, publication de livres et revues, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Acquérir, acheter, louer ou autrement obtenir de la propriété foncière et personnelle, l'achalandage, la franchise, les droits, privilèges, contrats et l'actif d'aucune espèce, utiles au commerce de la compagnie, moyennant les conditions estimées judicieuses, à titre d'affaires exploitées ou non, les payer en argent, partie en argent, en parts, entièrement ou partiellement libérées, par émission d'obligations ou d'autres titres de la compagnie, tel que convenu, les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) de vente ou autre que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables ou qui paraîtra connexe au commerce de la compagnie;

Se servir des deniers de la compagnie pour acheter des parts d'aucune autre corporation, ou, si on le décide ainsi, acheter aucunes telles parts, les acquérir par émission de capital de la présente compagnie, entièrement ou partiellement libéré, aux taux, pris et conditions dont on conviendra, aussi vendre, détenir, réémettre ou autrement disposer du capital ainsi acquis;

"Linens, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1922, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, Michael Garber, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To import, manufacture, buy, sell, and deal in all kinds of cotton, woollen, linen, silk and other textile fabrics, ready-to-wear garments, wearing apparel, furnishings, shirts, collars, cuffs, fancy goods, smallware, general dry goods and all kinds and descriptions of garments and clothing;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To adopt such means for making known the products of the company as may seem expedient, and in particular to advertise in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose, turn to account or otherwise deal with all, or any part, of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, to acquire, purchase, lease or otherwise obtain property, real and personal, and the goodwill, franchise, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind, useful in connection with the business of the company, for such terms as may be deemed advisable, of any individual, firm or corporation, whether as a going concern or not, and to pay for the same in cash, part cash, in stock, fully or partially paid-up, by issuing bonds or other security, of the company, as may be agreed upon, and to sell or otherwise dispose of or to deal with the whole, or any portion of the same;

To carry on any other business, whether manufacturing, selling, or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or render profitable, any of the company's property or rights, or which may seem germane to the business of the company;

To use the company's funds in the purchase of shares of any other corporation, or if so advised, to buy over any such stocks or acquire by the issue of stock of this company, fully or partially paid up, at such rates or prices, or upon such terms as may be agreed upon, and to sell, hold, re-issue or otherwise deal with the stock so acquired;

Prendre, acquérir et détenir aucune garantie d'aucune nature et espèce, foncière et personnelle, pour dettes, engagements ou obligations de la compagnie encourus ou à être encourus en rapport avec les fins et objets de la compagnie, la remettre ou en disposer comme on le jugera à propos;

Faire des conventions aux conditions estimées judicieuses relativement au partage des bénéfices, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou d'autres arrangements de même nature, avec d'autres personnes, firmes ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Aider, assister à, promouvoir la constitution d'autres compagnies en corporation pour aucun objet et propre à profiter à la présente compagnie;

Prêter de l'argent, garantir l'exécution, par des clients de la présente compagnie et autres, des obligations susceptibles de bénéficier à la présente compagnie;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie moyennant de l'argent, du capital, des débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens de la formation et de l'organisation de la présente compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Linens, Limited", avec un fonds social total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2229 C.-J. SIMARD.

To take, acquire and hold any security of any nature and kind, real and personal, for debts and liabilities, or obligations of the company, incurred or to be incurred in respect of the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best;

To enter into agreements upon such terms as may be deemed advisable for sharing of profits, joint adventure, reciprocal concessions or other arrangements of a like nature, with other persons, firms, or companies, carrying on any similar business to that of this company;

To aid, assist and promote the incorporation of other companies for any purposes calculated to benefit this company;

To lend money to and guarantee the performance by customers of this company and others, of contracts calculated to be beneficial to this company;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of this company, of the whole or any part, for cash, stock, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To pay out of the funds of the company, expenses and costs incurred in the incorporation and organization of this company;

To do all and other things as are incidental or conducive in the attainment of the above objects, under the name of "Linens, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
2230 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Les Textiles du Golfe, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5992 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du premier jour de mai 1922, à la compagnie "Les Textiles du Golfe, Limitée", ratifiant un règlement de la compagnie refondant ses actions en actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2237 C.-J. SIMARD.

"Les Textiles du Golfe, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5992 and following, supplementary letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of May, 1922, ratifying a by-law of the company "Les Textiles du Golfe, Limitée" consolidating the shares of the said company into shares of a par value of one hundred (\$100.00) dollars each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
2238 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

736-22

Québec, 26 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Vérone, comté de Missisquoi, les lots Nos 204, 205 et 206 des plan et livre de renvoi officiels du canton de

736-22

Quebec, 26th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Vérone, county of Missisquoi, the lots Nos. 204, 205 and 206 of the official plan and book of reference of the

Stanbridge, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Armand-Ouest, même comté.

2273—22-2

township of Stanbridge, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint-Armand-West, same county.

2274—22-2

737-22

Québec, 26 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Vérone, comté de Missisquoi, les lots Nos 170, 171, 172, 173, 179, 180 et 181 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Sébastien, comté d'Iberville.

2275—22-2

737-22

Quebec, 26th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Vérone, county of Missisquoi, the lots Nos. 170, 171, 172, 173, 179, 180 and 181 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Georges-de-Clarenceville, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint Sébastien, county of Iberville.

2276—22-2

7-22

Québec, 26 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bouchette, comté de Hull, le territoire formant la municipalité rurale de Messine, tel qu'érigé par proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil le 4 août 1921, insérée dans la livraison de la *Gazette officielle de Québec* du 27 août 1921, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Messine.

2277—22-2

7-22

Quebec, 26th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Bouchette, county of Hull, the territory forming the rural municipality of Messine, as erected by proclamation of the Lieutenant Governor in Council the 4th of August, 1921, published in the issue of the *Quebec Official Gazette* of the 27th of August, 1921, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Messine.

2278—22-2

434-22

Québec, 29 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Maddington, comté d'Arthabaska, les lots Nos 407, 408 et la moitié sud-ouest du lot No 409 du 10ième rang du canton de Maddington et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Sylvère, comté de Nicolet.

2279—22-2

434-22

Quebec, 29th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Maddington, county of Arthabaska, the lots Nos. 407, 408 and the southwest half of the lot No. 409 of the 10th range of the township of Maddington and to annex all the above territory to the school municipality of Saint Sylvère, county of Nicolet.

2280—22-2

45-21

Québec, 31 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Normandin, comté du Lac Saint-Jean, le rang 7 du canton de Girard et les rangs 1, 2, 3 et 4 du canton de Beaudet, ces derniers n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Girardville, même comté.

2281—22-2

45-21

Quebec, 31st May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Normandin, county of Lake Saint-John, the 7th range of the township of Girard, and the 1st, 2nd, 3rd and 4th ranges of the township of Beaudet, these last ranges belonging to no organized school municipality, and to annex all the above territory to the school municipality of Girardville, same county.

2282—22-2

838-22

Québec, 31 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, le lot No 16 et ses subdivisions du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, même comté.

2283—22-2

838-22

Quebec, 31st May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Charles-Borromée, county of Joliette, the lot No. 16 and its subdivisions of the official cadastre of the parish of Saint-Charles-Borromée, and to annex them to the school municipality of the town of Joliette, same county.

2284—22-2

818-22

Québec, 31 mai 1922.

Demande est faite de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Sainte-Marie-Salomée, comté de Montcalm, tous les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie-Salomée, dans le comté de Montcalm, par les numéros compris entre le No 447 et le No 478, ainsi qu'entre le No 401 et le No 404, inclusivement;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Jacques No 2, comté de Montcalm, tous les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-

818-22

Quebec, 31st May, 1922.

Application is made to detach:

1. From the school municipality of Sainte-Marie-Salomée, county of Montcalm, all the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Marie-Salomée, in the county of Montcalm, under the numbers from and including the No. 447 to No. 478 and No. 401 to No. 404, all inclusive;

2. From the school municipality of Saint Jacques No. 2, county of Montcalm, all the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish

l'Achigan, comté de Montcalm, par les numéros compris entre le No 745 et le No 781, inclusivement;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Paul, comté de Joliette, tous les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie, dans le comté de Joliette, par les numéros compris entre le No 165 et le No 281, inclusivement, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sacré-Cœur-de-Jésus.

2285—22-2

of Saint-Jacques-de-l'Achigan, county of Montcalm, under the numbers from and including the No. 745 to No. 781, inclusively;

3. From the school municipality of Saint Paul, county of Joliette, all the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Paul-de-Lavaltrie, in the county of Joliette, under the numbers from and including the No. 165 to No. 281, inclusively, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Sacré-Cœur-de-Jesus.

2286—22-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nérée, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre III, titre XI, S. R. P. Q., 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices; de faire toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles du dit paragraphe, peut légalement faire relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture; ni des risques extrahazardés) dans les limites du comté de Bellechasse, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-huitième jour de mai 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 2131-21-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nérée, has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter III, title XI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or extrahazardous) within the limits of the county of Bellechasse, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighteenth day of May 1922.

For the treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,

Superintendent of insurance

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 2132-21-2

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Mathias-de-Dixville, comté de Stanstead.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Stanstead, sous le nom de "Cercle Agricole de la paroisse de Saint-Mathias-de-Dixville", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles (Art 1859 et suivants).

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED CARON.

Québec, ce 31 mai 1922.

2305

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE respecting the formation of a farmers' club in the parish of Saint-Mathias-de-Dixville, county of Stanstead.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Stanstead, under the name of "Farmers' Club of the parish of Saint-Mathias-de-Dixville" which is hereby incorporated, in accordance with the law respecting farmers' clubs (Art. 1859 and following).

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

Québec, 31st May, 1922.

2306

Ministère de la voirie

Roads Department

ROUTE LÉVIS-SHERBROOKE

Le ministre de la voirie donne par les présentes, avis, conformément à la loi de l'entretien et de la réparation des chemins, qu'à partir du 1er juin 1922, les chemins suivants, savoir:

DANS LE COMTÉ DE MÉGANTIC:

Dans la municipalité du village de Plessisville:

La rue Saint-Calixte.

Dans la municipalité du canton de Somerset-Sud:

La partie du chemin du Sième rang comprise entre la limite sud-ouest du village de Plessisville et la municipalité du canton de Stanfold.

DANS LE COMTÉ D'ARTHABASKA:

Dans la municipalité du canton de Stanfold:

Le chemin de front entre les rangs 8 et 9 dit "chemin de Plessisville";

Dans la municipalité du village de Princeville:

La rue Saint-Louis et la rue Saint-Jacques.

Dans la municipalité du canton de Stanfold:

Le chemin de Victoriaville.

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire-d'Arthabaska:

Le chemin de Stanfold.

Dans la municipalité de la ville de Victoriaville:

Le chemin de Stanfold—Le chemin d'Arthabaskaville.

Dans la municipalité de la ville d'Arthabaska:

La route de Victoriaville et la rue de l'Eglise.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska:

Le chemin de Warwick.

Dans la municipalité du canton de Warwick:

Le chemin d'Arthabaska.

Dans la municipalité du village de Warwick:

La rue Saint-Louis.

Dans la municipalité du canton de Warwick:

Le chemin de Kingsey.

DANS LE COMTÉ DE DRUMMOND:

Dans la municipalité de Kingsey-Falls:

Le chemin de Warwick et le chemin Principal.

LEVIS-SHERBROOKE ROAD

Notice is hereby given by the Minister of Roads, pursuant to the law for the maintenance and repair of roads, that on, from and after the first of June, 1922, the following roads, namely:

IN THE COUNTY OF MEGANTIC:

In the municipality of the village of Plessisville:

Saint Calixte street.

In the municipality of the township of Somerset-South:

That part of the road of the 8th range comprised between the southwest limit of the village of Plessisville and the municipality of the township of Stanfold.

IN THE COUNTY OF ARTHABASKA:

In the municipality of the township of Stanfold:

The front road between the 8th and 9th ranges called "Plessisville road".

In the municipality of the village of Princeville:

Saint Louis street and Saint Jacques street.

In the municipality of the township of Stanfold:

The Victoriaville road.

In the municipality of the parish of Sainte-Victoire-d'Arthabaska:

The Stanfold road.

In the municipality of the town of Victoriaville:

The Stanfold road.—The Arthabaskaville road.

In the municipality of the town of Arthabaska:

The Victoriaville road and Church street.

In the municipality of the parish of Saint-Christophe d'Arthabaska:

The Warwick road.

In the municipality of the township of Warwick:

The Arthabaska road.

In the municipality of the village of Warwick:

Saint Louis street.

In the municipality of the township of Warwick:

The Kingsey road.

IN THE COUNTY OF DRUMMOND:

In the municipality of Kingsey-Falls:

The Warwick road and the Main road.

DANS LE COMTÉ DE RICHMOND:

IN THE COUNTY OF RICHMOND:

- Dans la municipalité du canton de Shipton:* *In the municipality of the township of Shipton:*
 Le chemin Kingsey, en passant par la station de Kingsey jusqu'aux limites nord-est du village de Danville. The Kingsey road passing by the Kingsey Station up to the northeast limits of the village of Danville.
- Dans la municipalité du village de Danville:* *In the municipality of the village of Danville:*
 La rue Principale. Main street.
- Dans la municipalité du canton de Shipton:* *In the municipality of the township of Shipton:*
 Le chemin Craig, depuis le village de Danville jusqu'au chemin Valley.—Le chemin Valley, depuis le chemin Craig jusqu'au canton de Cleveland. The Craig road, from the village of Danville up to the Valley road—the Valley road, from the Craig road up to the township of Cleveland.
- Dans la municipalité du canton de Cleveland:* *In the municipality of the township of Cleveland:*
 Le chemin Valley. The Valley road.
- Dans la municipalité de la ville de Richmond:* *In the municipality of the town of Richmond:*
 Le chemin Valley.—La rue Craig, depuis le chemin Valley jusqu'à la rue Principale.—La rue Principale, depuis la rue Craig jusqu'à la limite sud-est de la ville. The Valley road.—Craig street, from the Valley road up to Main street—Main street, from Craig street up to the southeast limit of the town.
- Dans la municipalité du canton de Cleveland:* *In the municipality of the township of Cleveland:*
 Le chemin de la Rivière, depuis la limite sud-est de la ville de Richmond, jusqu'à la limite sud-est du canton de Cleveland. The River road, from the southeast limit of the town of Richmond, up to the southeast limit of the township of Cleveland.
- Dans la municipalité du canton de Windsor:* *In the municipality of the township of Windsor:*
 Le chemin de la Rivière, partie nord. The River road, north part.
- Dans la municipalité de la ville de Windsor:* *In the municipality of the town of Windsor:*
 La rue Principale. Main street.
- Dans la municipalité du canton de Windsor:* *In the municipality of the township of Windsor:*
 Le chemin de la Rivière, partie sud. The River road, south part.
- Dans la municipalité du canton de Brompton:* *In the municipality of the township of Brompton:*
 Le chemin de la Rivière, côté est. The River road, east side.
- Dans la municipalité de la ville de Bromptonville:* *In the municipality of the town of Bromptonville:*
 Le chemin de Windsor, depuis la limite nord-ouest de la ville jusqu'au pont sur la rivière Saint-François.—La rue du Pont, depuis le pont jusqu'à la rue Saint-Lambert.—La rue Saint-Lambert. The Windsor road, from the northwest limit of the town up to the bridge over the Saint Francis river—Bridge street, from the bridge up to Saint Lambert street.—Saint Lambert street.
- Dans la municipalité du canton de Brompton:* *In the municipality of the township of Brompton:*
 Le chemin de Bromptonville et le chemin de Sherbrooke. The Bromptonville road and the Sherbrooke road.

DANS LE COMTÉ DE SHERBROOKE:

IN THE COUNTY OF SHERBROOKE:

- Dans la municipalité du canton d'Orford:* *In the municipality of the township of Orford:*
 Le chemin de Bromptonville, depuis la limite de la municipalité du canton de Brompton jusqu'aux limites nord de la ville de Sherbrooke, sont une route régionale désignée à l'avenir sous le nom de "ROUTE LÉVIS-SHERBROOKE". The Bromptonville road, from the limit of the municipality of the township of Brompton up to the north limits of the town of Sherbrooke, shall be a regional road designated in the future under the name of "LEVIS-SHERBROOKE ROAD".
 Le ministre de la voirie, J. L. PERRON, Minister of Roads.
- Québec, 19 mai 1922. 2251 Québec, 19th May, 1922. 2252

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2483.

Dame Delia Thibodeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur St. Germain, gérant, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Arthur St. Germain, gérant, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2213—22-5 M. GERBER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 774. Dame Marie-Louise Veilleux, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Gédéon Rodrigue, même lieu, dit district, cultivateur, autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, par un juge de la Cour supérieure, demanderesse; vs Gédéon Rodrigue, du canton d'Ascot, district de Saint-François, cultivateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 30ième jour de mai 1922.

Sherbrooke, 30 mai 1922.
Le procureur de la demanderesse,
2269—22-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 897. Dame Anny Vineberg, épouse commune en biens de Gidale Vineberg, marchand, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Gidale Vineberg, défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur. Montréal, 30 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,
2271—22-5 J.-N. DECARIE.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 397.

Dame Elise Parent, épouse commune en biens de Napoléon Ruel, de la cité de Québec, demanderesse; vs Napoléon Ruel, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le neuvième jour de mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN.
Québec, 19 mai 1922. 2139—21-5

Province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 6172. Dame Stéphanie Lahaie, de la paroisse de L'Ange-Gardien, dans le district de Hull, épouse commune en biens de Octave Demers, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette Cour à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Octave Demers, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour de mars mil neuf cent vingt-deux.

Hull, 19 mai 1922.
Le procureur de la demanderesse,
2177—21-5 J.-C. LANGLOIS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2483.

Dame Delia Thibodeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur St. Germain, manager, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Arthur St. Germain, manager, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this 19th day of May, 1922.

M. GERBER,
2214—22-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 774. Dame Marie Louise Veilleux, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Gédéon Rodrigue, of same place and district, farmer, duly authorized to *ester en justice* by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs Gédéon Rodrigue, of the township of Ascot, district of Saint Francis, farmer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this 30th day of May, 1922.

Sherbrooke, 30th May, 1922.
EMILE RIOUX,
2270—22-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 897. Dame Anny Vineberg, wife common as to property of Gidale Vineberg, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Gidale Vineberg, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant Montreal, 30th May, 1922.

J. N. DECARIE,
2272—22-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 397.

Dame Elise Parent, wife common as to property of Napoléon Ruel, of the city of Quebec, plaintiff; vs Napoléon Ruel, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the ninth day of May, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN,
Québec, May 19th, 1922. 2140—21-5
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 6172. Dame Stéphanie Lahaie, of the parish of L'Ange-Gardien, in the district of Hull, wife common as to property of Octave Demers, of the same place, farmer, and duly authorized to these presents by one of the Honourable Judges of this Court, plaintiff; vs the said Octave Demers, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 29th of March, 1922.

Hull, 19th May, 1922.
J. C. LANGLOIS,
2178—21-5 Attorney for plaintiff.

Avis est aux présentes donné que le seize mai 1922, Dame Marie-Eugénie Major, du canton de Barford, dans le district de Saint-François, épouse dument autorisée de Joseph-Adolphe-Alexandre Cloutier, du même endroit, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux, sous le No 717 des dossiers de la Cour supérieure du district de saint-François.

L'avocat de la demanderesse,
2137—21-5 W. L. SHURTLEFF.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4393.

Dame Mollie Wolofsky, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de David Silverstein, marchand, du même lieu, demanderesse; vs David Silverstein, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 15 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2147—21-5 I. POPLIGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3431. Dame Eugénie Cornoyer, épouse commune en biens de Arthur Jolivet, courtier, des cité et district de Montréal, dument autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Jolivet, courtier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10 mai 1922.

Montréal, 18 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2175—21-5 MATHIEU & LEFEBVRE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 692.

Dame Rose-Anna Aubin, épouse commune en biens de Cyprien Mailhot, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Mailhot, gérant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour d'avril 1922, contre le défendeur.

Montréal, 10 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2015—20-5 LAMARRE & BOURDON.

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 148.

Dame Alice Tremblay, du canton de Kingsay, district d'Arthabaska, dument autorisée, à ester en justice, épouse de Wilbroad Tremblay, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Wilbroad Tremblay, du canton de Kingsey, district d'Arthabaska, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour d'avril 1922.

Arthabaska, 17 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2109—20-5 J.-V. D'ARTOIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1289.

Dame Marie Pagé, de Montréal, épouse de Hormisdas Leduc, boucher, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 8 mars 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1845—18-5 J.-H.-O. PAPILLON.

Notice is hereby given that on the sixteenth day of May, 1922, Dame Marie Eugénie Major, of the township of Barford, in the district of Saint Francis, wife duly authorized of Joseph-Adolphe-Alexandre Cloutier, of the same place, instituted an action for separation as to property against her said husband, under No. 717, of the records of the Superior Court for the district of Saint Francis.

W. L. SHURTLEFF,
2138—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4393.

Dame Mollie Wolofsky, of the city and district of Montreal, wive common as to property with David Silverstein, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said David Silverstein, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 15th May, 1922.

I. POPLIGER,
2148—21-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3431. Dame Eugénie Cornoyer, wife common as to property of Arthur Jolivet, broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Arthur Jolivet, broker, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of May, 1922.

Montreal, 18th May, 1922.

MATHIEU & LEFEBVRE,
2176—21-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 692.

Dame Rose Anna Aubin, wife common as to property of Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, manager, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 27th of April, 1922, against defendant.

Montreal, 10th May, 1922.

LAMARRE & BOURDON,
2016—20-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 148.

Dame Alice Tremblay, of the township of Kingsey, district of Arthabaska, duly authorized to ester en justice, wife of Wilbroad Tremblay, farmer, of the same place, plaintiff; vs Wilbroad Tremblay, of the township of Kingsay, district of Arthabaska, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fifth day of April, 1922.

Arthabaska, 17th May, 1922.

J. V. D'ARTOIS,
2110—20-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1289.

Dame Marie Pagé, of Montreal, wife of Hormisdas Leduc, butcher, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 8th March, 1922.

J. H. O. PAPILLON,
1846—18-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Sarah Cohen, épouse commune en biens de David Kauffman, commerçant, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit David Kauffman, défendeur.

La demanderesse, a ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 4 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1941—19-5 J.-N. DECARIE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Sarah Cohen, wife common as to property of David Kauffman, trader, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said David Kauffman, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant

Montreal, 4th May, 1922.

J. N. DECARIE,
1942—19-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 303.

Dame Ovide Boulanger, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, veuve de Amédée Bournival, en son vivant cultivateur, du même lieu, épouse de Ovide Villemure, de ladite paroisse de Saint-Barnabé, requérante; vs ledit Ovide Villemure, intimé.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-deuxième jour de février 1922.

Trois-Rivières, 22 février 1922.

Les procureurs de la requérante,
1973—19-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 303.

Dame Ovide Boulanger, of the parish of Saint-Barnabé, district of Three Rivers, widow of Amédée Bournival, in his lifetime farmer, of the same place, wife of Ovide Villemure, of the said parish of Saint-Barnabé, petitioner; vs the said Ovide Villemure, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the twenty second day of February, 1922.

Three Rivers, February 22nd, 1922.

DUPLESSIS & LANGLOIS,
1974—19-5 Attorneys for petitioner.

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 917.

Dame Alex. Thomas (Marie-Jeanne Chalifoux), épouse commune en biens de Alex. Thomas, marchand, de Saint-Rémi-D'Amherst, dûment autorisée à ester en justice; vs Alex. Thomas, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Saint-Jérôme, Terrebonne, 22 avril 1922.

Le procureur de Dame Alex. Thomas,
1783—18-5 HERMANN BARRETTE, avocat.

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 917.

Dame Alex. Thomas (Marie Jeanne Chalifoux), wife common as to property of Alex. Thomas, merchant, of Saint-Rémi-D'Amherst, duly authorized to *ester en justice* vs Alex. Thomas, of the same place.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

Saint Jérôme, Terrebonne, 22nd April, 1922.

HERMANN BARRETTE,
1784—18-5 Attorney for Dame Alex Thomas.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1575.

Dame Albina Dufault, de Montréal, épouse commune en biens de Ovila Dufour, tailleur, du même lieu, demanderesse; vs Ovila Dufour, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 28 avril 1922.

Le procureur de la demanderesse,
1811—18-5 L.-C. MEUNIER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1575.

Mrs Albina Dufault, of Montreal, wife common as to property of Ovila Dufour, tailor, of the same place, plaintiff; vs Ovila Dufour, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been issued this day, against the defendant.

Montreal, 28th April, 1922.

L. C. MEUNIER,
1812—18-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1341.

Dame Victoria Benoit, de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Granby, district de Bedford, épouse de Ernest Fournier, cultivateur, du même lieu et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Ernest Fournier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 avril 1922.

Sweetsburg, 27 avril 1922.

Les avocats de la demanderesse,
1827—18-5 GIROUX & GIROUX.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1341.

Dame Victoria Benoit, of the parish of Saint-Alphonse-de-Granby, district of Bedford, wife of Ernest Fournier, farmer, of the same place and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ernest Fournier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 25th of April 1922.

Sweetsburg, April 27th., 1922.

GIROUX & GIROUX,
1828—18-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4097.

Dame Eugénie Desrochers, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Edgar Bisailon, automobiliste, du même lieu, demanderesse; vs ledit Edgar Bisailon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 mars 1922.

Montréal, 3 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
1843—18-5 DORAIS & DORAIS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4097.

Dame Eugénie Desrochers, of the city of Montreal, wife common as to property of Edgar Bisailon, automobilist, of the same place, plaintiff; vs the said Edgar Bisailon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd day of March, 1922.

Montreal, 3rd May, 1922.

DORAIS & DORAIS,
1844—18-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS D'AUTORISATION.

La compagnie "Montreal-Ontario Mines, Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses parts, certificats de parts, débentures et autres titres.

Le siège social dans la province est au No 224 rue Saint-Jacques, à Montréal. Son agent autorisé à recevoir signification des procédures prises contre elle est M. William Franklin Empey, courtier, 601 avenue Victoria, à Westmount.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

L'avis relatif à "Montreal-Ontario Mines, Limited", publiée dans la *Gazette Officielle* du 20 mai 1922, page 1173, Nos 2011-2012 est nul.
2299

NOTICE OF AUTHORIZATION.

The company "Montreal-Ontario Mines, Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at No. 224 Saint James street, Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it, is Mr. William Franklin Empey, broker, of No. 601 Victoria avenue, Westmount.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

The notice re: "Montreal-Ontario Mines, Limited", published in the *Quebec Official Gazette*, dated the 20th May, 1922, on page 1173, numbers 2011-2012 is null.
2300

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies licensed to do business

La compagnie "Corrizo Extract Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. B. Lees Steevens, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 20 mai 1922.

The company "Corrizo Extract Company", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. B. Lees Stevens, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, 20th May, 1922.

La compagnie "The Whyte Packing Co., Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, aux numéros 33-35-37 rue William.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Richard Gray, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 20 mai 1922.

2231

The company "Whyte Packing Co., Limited", of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Nos. 33-35-37 William street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Richard Gray, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, 20th May, 1922.

2232

La compagnie "A. R. Clarke and Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des

The company "A. R. Clarke and Company, Limited" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue

lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Clifford Gladstone Higginson, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec 13 mai 1922.

La compagnie "United Securities and Investments, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 120 rue Saint-Jacques.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Harris Stevens, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec 13 mai 1922.

of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montréal.

Its principal agent for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Clifford Gladstone Higginson, of Montréal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, May 13th., 1922.

The company "United Securities and Investments, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 120 Saint James street, Montréal.

Its principal agent for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Harris Stevens, of Montréal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, May, 13th., 1922.

Examens

RESULTATS DES EXAMENS DE SORTIE A L'ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

ANNÉE ACADÉMIQUE 1921-22.

Les étudiants dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de licencié en sciences commerciales:

Maximilien Chicoyne, avec la plus grande distinction (médaillé d'or);

Esdras Minville, avec grande distinction (médaillé d'or);

L.-J. Trottier, avec grande distinction (médaillé d'or);

Benoit Robillard, avec grande distinction (médaillé d'or);

Jean-Bte Guérin, avec grande distinction (médaillé d'or);

Victor Normandin, avec grande distinction (médaillé d'or);

Rosario Gaudry, avec grande distinction (médaillé d'or);

Lucien Viau, avec distinction (médaillé d'argent);

Constant Demeester, avec distinction (médaillé d'argent);

Charles Viens, avec distinction (médaillé d'argent);

Eugène Lapierre, avec distinction (médaillé de bronze);

Eugène Lauzon, avec distinction (médaillé de bronze);

Roger Marchand, avec distinction;

Maurice Béliveau, avec distinction;

Joseph Delorme, avec satisfaction;

Bernard Vinet, avec satisfaction;

Rosario Messier, avec satisfaction. 2235

Examinations

RESULTS OF FINAL EXAMINATIONS AT THE SCHOOL FOR HIGHER COMMERCIAL STUDIES

ACADEMIC YEAR 1921-22.

The following students have obtained the diploma of Licentiate in Commercial Science:

Maximilien Chicoyne, with the greatest distinction (gold medal);

Esdras Minville, with great distinction (gold medal);

L. J. Trottier, with great distinction (gold medal);

Benoit Robillard, with great distinction (gold medal);

Jean Bte Guérin, with great distinction (gold medal);

Victor Normandin, with great distinction (gold medal);

Rosario Gaudry, with great distinction (gold medal);

Lucien Viau, with distinction (silver medal);

Constant Demeester, with distinction (silver medal);

Charles Viens, with distinction (silver medal);

Eugène Lapierre, with distinction (bronze medal);

Eugène Lauzon, with distinction (bronze medal);

Roger Marchand, with distinction;

Maurice Béliveau, with distinction;

Joseph Delorme, with satisfaction;

Bernard Vinet, with satisfaction;

Rosario Messier, with satisfaction. 2236

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 4 mai 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph-Lionel Girouard, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Henri-P. Pepin, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant aussi à Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
1853—18-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 4th May, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Joseph Lionel Girouard, notary, residing and practicing at Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Henri P. Pepin, in his lifetime notary, also residing and practicing at Montreal.

1854—18-5 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Vente d'effets non réclamés

Sale of unclaimed baggage

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 28 juin 1922, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1921, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant général,
1907—19-6 T. E. McDONNELL.

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, June 28th, 1922, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first, 1921, at offices in the Atlantic division.

1908—19-6 T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

*En vertu de la loi de faillite.**Under the Bankruptcy Act.*

Dans l'affaire de Emile Deslauriers, Contrecœur, province de Québec, failli.

In the matter of Emile Deslauriers, Contrecœur, Province of Quebec, bankrupt.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public MERCREDI, le CINQUIEME jour de JUILLET 1922, à UNE heure de l'après-midi, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Contrecœur, en deux lots, savoir:

The immoveable properties hereunder described will be sold by public auction WEDNESDAY, the FIFTH day of JULY, 1922, at ONE o'clock p. m., at the door of the catholic church of the parish of Contrecœur, in two lots, to wit:

Lot 1.—Un lot de terre connu et désigné comme partie du lot numéro deux cent neuf (No 209) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Contrecœur, contenant environ quatre-vingt-dix pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et les servitudes actives et passives y attachées;

Lot 1.—One lot of land known and designated as being part of lot number two hundred and nine (No. 209) on the official plan and book of reference of the parish of Contrecœur, containing about ninety feet in width by a depth of ninety feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected and all active and passive servitudes thereto attached;

Lot 2.—Un terrain situé au village de Contrecœur, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatorze (ptie de 214) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Contrecœur, contenant environ dix-huit pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent quarante pieds, de là, prenant cent pieds de largeur sur une profondeur d'environ deux cent vingt pieds, le tout, mesure anglaise, tenant au nord-ouest et au nord-est à la propriété de Moïse Gosselin, au sud-ouest à celle de Frédéric Viau, et au sud-est à la propriété de Stanislas Dupont, sur une largeur de quatre-vingt-deux pieds, et au chemin de front du rang de "La Côte", sur une largeur de dix-huit pieds—avec une bâtisse en bois, lambrissée en tôle, servant de boutique de menuiserie, machines, engin, bouilloire, arbres de couche, courroies et l'outillage.

Lot 2.—A piece of land situate in the village of Contrecœur, being part of lot known and designated as being number two hundred and fourteen (pt. of 214) on the official plan and book of reference of the parish of Contrecœur, containing a width of about eighteen feet until a depth of about one hundred and forty feet, therefrom, the width being of one hundred feet by a depth of about two hundred and twenty feet, the whole, English measure; bounded to the northwest and to the northeast by the property of Moïse Gosselin, to the southwest by the property of Frederic Viau and to the southeast partly by the property of Stanislas Dupont and partly by the highway of the range "La Côte"—with a sheet metal encased building, serving as a carpenter shop and machinery and fixtures therewith attached.

Un dépôt de \$500.00 sera requis sur chaque lot avant l'adjudication.

A deposit of \$500.00 will be required before adjudication.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

TURCOTTE & MERRILL,
97 rue Saint-Jacques, Montréal.
FRASER FRERES.
Encanteurs. 228—22-2

For further particulars and cahier des charges, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,
97, Saint James street, Montreal.
FRASER BROTHERS,
Auctioneers. 2288—22-2

Province de Quebec, district de Joliette.

In re: Adélarde Ducharme, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MERCREDI, CINQUIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à l'ancien domicile du cédant autorisé, situé sur la terre mentionnée au paragraphe premier ci-après, en la paroisse de Saint-Thomas-de-Joliette, l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Thomas, comté de Joliette, de figure irrégulière et comprenant tout le terrain renfermé dans les limites suivantes: borné en front au ruisseau Saint-Thomas, en profondeur au chemin de front de la concession du Petit-Rang, d'un côté vers l'est par le No 138 et de l'autre côté au terrain de Moïse Lafond; ledit terrain vendu connu et désigné comme faisant partie des lots numéros cent trente-cinq et cent trente-six (p. 135 et p. 136) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Thomas—avec les bâtisses dessus construites. L'immeuble ci-dessus désigné est et sera vendu à la charge des rentes seigneuriales, des servitudes passives grevant ledit immeuble et en outre, à la charge spécialement en faveur de Prosper Ducharme, bourgeois, de la paroisse de Saint-Thomas, d'une rente et pension viagère de \$600.00 par année, payable chaque année, le premier décembre, dont le premier paiement deviendra dû et échu le premier décembre prochain 1922, pour continuer ainsi chaque premier décembre à payer pareille rente et pension viagère audit Prosper Ducharme, au bureau du notaire S.-A. Lavallée, à Joliette, jusqu'au décès dudit Prosper Ducharme;

2. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Thomas, comté de Joliette, faisant partie du lot numéro deux cent quarante-trois (243) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas, contenant, ledit terrain, un arpent et demi de largeur sur environ huit arpents de profondeur, plus ou moins; borné comme suit: en front au chemin de front du Côteau Jaune, à l'autre bout au bras sud-ouest, d'un côté à Amédée Fafard et de l'autre côté à Arthur Desmarais—sans bâtisse. A distraire du susdit terrain, la portion de terre occupée par la voie ferrée du C. P. R. et aussi la portion de terrain occupée par la ligne électrique de la "Shawinigan Water & Power Company".

Ledit terrain sera vendu à la charge de la rente seigneuriale et des servitudes passives actuellement existantes affectant le dit immeuble.

Fait en double, à Joliette, ce trentième jour du mois de mai mil neuf cent vingt-deux.

Le syndic autorisé,
2307—22-2 J.-C. PERRAULT.

Province of Quebec, district of Joliette.

In re: Adélarde Ducharme, farmer and trader, of the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the former domicile of the authorized assignor situate on the land mentioned in hereinafter paragraph one, in the parish of Saint-Thomas-de-Joliette, the following immovable assigned by the insolvent in this cause, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Thomas, county of Joliette, of irregular outline and comprising all the land enclosed within the following limits: bounded in front by the Saint Thomas stream, in depth by the front road of the Petit-Rang concession, on one side towards the east by the No. 138 and on the other side by the land of Moïse Lafond; the said land sold known and designated as forming part of the lots numbers one hundred and thirty five and one hundred and thirty six (pt. 135 and pt. 136) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Thomas—with the buildings thereon erected. The hereinabove designated immovable is and shall be sold subject to the seigniorial rents, passive servitudes encumbering the said immovable and moreover, subject specially in favor of Prosper Ducharme, bourgeois, of the parish of Saint Thomas, of a life annuity and pension of \$600.00 per annum, payable every year on the first of December, of which the first payment shall become due and payable on the first of December next, 1922, such life annuity and pension to be continued payable thus every first of December to the said Prosper Ducharme, at the office of notary, S. A. Lavallée, in Joliette, until the death of the said Prosper Ducharme;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Thomas, county of Joliette, forming part of the lot number two hundred and forty three (243) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Thomas, the said lot of land containing one arpent and a half in width by about eight arpents in depth, more or less; bounded as follows: in front by the front road of Côteau Jaune, on the other end by the southwest arm, on one side by Amédée Fafard and on the other side by Arthur Desmarais—without building. To be withdrawn from the aforesaid lot the portion of land occupied by the C. P. Railway, and also the portion of land occupied by the electric line of the "Shawinigan Water & Power Company".

The said lot of land shall be sold subject to the seigniorial rent and passive servitudes actually existing affecting the said immovable.

Made in duplicate, at Joliette, this thirtieth day of the month of May, one thousand nine hundred and twenty two.

J. C. PERRAULT,
2308—22-2 Authorized trustee.

Canada, province de Québec, district d'Iberville.

Dans l'affaire de la cession autorisée de Philias Massé, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de cette faillite, et conformément à la loi 9-10 George V, chapitre 36, article 20 et aux amendements d'icelle, on vendra à l'enchère publique, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1922, à ONZE heures de l'avant-midi (heure normale), à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigide, dans ladite paroisse de Sainte-Brigide, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize (496) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Brigide-d'Iberville, et la juste moitié sud du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (M. S. 495) du susdit cadastre; bornée en front à l'est par le chemin public, au sud par le lot 496, à l'ouest par le terrain de Joseph Giroux, au nord par le résidu du lot 495—le tout avec les bâtisses y érigées.

La vente aura lieu pour de l'argent comptant. Farnham, 18 mai 1922.

Le syndic autorisé,
2129—21-2 D.-H. NOISEUX.

Province de Québec, district de Joliette.

In re: Ildever Bureau, fils, de Saint-Jacques-de-l'Achigan, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MARDI, QUATRIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à l'ancien domicile du cédant autorisé, situé sur la terre mentionnée ci-après, en la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, sous le numéro quatre cent quarante-quatre (No 444), de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Fait en double, à Joliette, ce 18 mai 1922.

Le syndic autorisé,
2143—21-2 J.-C. PERRAULT.

Dans l'affaire de Léonidas Leclerc, de Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-SEPIEME jour du mois de JUIN 1922, à ONZE heures A. M., sera vendu par encan public au bureau du soussigné, édifice Giguère & Bourassa, Shawinigan Falls, la propriété décrite comme suit:

La moitié indivise de l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé à Shawinigan Falls, à l'endroit appelé village Saint-Onge, mesurant quarante pieds environ de largeur sur la profondeur d'environ quatre-vingt-quinze pieds; borné en front par le chemin public ou la Première rue (Saint-Onge), en arrière par la ligne du chemin de fer The Canadian Northern Quebec Railway Company, du côté sud-est par le lot No 627-3 et du côté nord-est par Victor Lampron, faisant

Canada, Province of Quebec, district of Iberville.

In the matter of Philias Massé, farmer, of the parish of Sainte-Brigide, district of Iberville, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of this insolvent estate, and according to the Bankruptcy Act George V, chap. 36, art. 20 and amendments, the immoveable property hereinafter described will be sold by public auction, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (standard time), at the church door of the parish of Sainte-Brigide, in the said parish of Sainte-Brigide, to wit:

A farm known and designated by lot number four hundred and ninety six (496) of the official cadastral plan of the parish of Sainte-Brigide-d'Iberville, and also the south half of lot number four hundred and ninety five (S. H. 495) of the said cadastral plan; bounded in front to the east by a public highway, to the south by lot number 496, to the west by the land of Joseph Giroux, to the north by the rest of the said lot 495—the whole with the buildings thereon erected.

The sale will be made for cash money. Farnham, May 18th, 1922.

D. H. NOISEUX,
2130—21-2 Authorized trustee.

Province of Quebec, district of Joliette.

In re: Ildever Bureau, junior, of Saint-Jacques-de-l'Achigan, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FOURTH day of the month of July, one thousand nine hundred and twenty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the former domicile of the authorized assignor, situate on the land hereinafter mentioned, in the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, the following immoveable assigned by the bankrupt in this cause, namely:

A farm situate in the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, under the number four hundred and forty four (No. 444), containing one arpent and a half in width by thirty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

Made in duplicate, at Joliette, the 18th of May, 1922.

J. C. PERRAULT,
2144—21-2 Authorized assignor.

In the estate of Leonidas Leclerc, of the city of Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, Qué., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the office of the undersigned, Giguère & Bourassa building, Shawinigan Falls, the property of this estate described as follows:

The undivided half of the following immoveable, as follows:

A lot of land situated at Shawinigan Falls, at the place called Saint-Onge village, measuring about 40 feet in width by about 95 feet in length; bounded in front by the public road or the First street (St-Onge), in rear by the roadway of the Canadian Northern Quebec Railway Company, on south east side by lot No. 627-3 and on the north east side by Victor Lampron, forming part of the lot of land number two on the subdivision

partie du lot de terre numéro deux au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-sept (627-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore—maison et bâtisses y érigées sur laite moitié indivise.

L'adjudication se fera au plus haut enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs à l'immeuble ci-dessus peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3b de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

G.-E. LADOUCEUR.

Bureau: Edifice Gigaire & Bourassa,

Shawinigan Falls. 2195—21-2

Dans l'affaire de "Office Requirements, Limited", Sherbrooke, P. Q., cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le 23ième jour de mai 1922, et tel que prescrit par la Loi de faillite, 1920, l'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN 1922, à DEUX heures de l'après-midi, au bureau des soussignés, No 22 rue Wellington-Nord, Sherbrooke, P. Q.

Un certain terrain connu et désigné comme étant le lot No treize cent cinq (1305) des plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la cité de Sherbrooke, P. Q.—avec les bâtisses ci-dessus érigées.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et à les mêmes effets que la vente par le shérif.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

BELANGER & BEGIN.

22 rue Wellington Nord.

Sherbrooke, P. Q., 23 mai 1922. 2207—21-4

plan of the cadastral lot number six hundred and twenty-seven (627-2) of the official plan and book reference of the parish of Sainte-Flore—house and buildings erected on the said half.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above property can be seen at my office.

The above sale, made pursuant to article 20 paragraph 3b of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

G. E. LADOUCEUR,

Authorized trustee.

Office: Gigaire & Bourassa bldg.

Shawinigan Falls. 2196—21-2

In the matter of "Office Requirements, Limited", Sherbrooke, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the 23rd day of May, 1922, and in accordance with the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, the immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the TWENTIETH day of JUNE, 1922, at TWO o'clock in the afternoon, at our office, No. 22 Wellington street North, Sherbrooke, P. Q., to wit:

The lot number thirteen hundred and five (1305) on the official plan and in the book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke, P. Q.—with buildings thereon erected.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

For further particulars and terms of sale, apply to the undersigned authorized trustees.

BELANGER & BEGIN,

22 Wellington street north.

Sherbrooke, P. Q., May 23rd, 1922.

2208—21-4

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No. 471.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, rendu le 23 mai 1922, dans une cause dans laquelle Peter Katadotis, commerçant, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, était demandeur; et les héritiers légaux de feu Georges Panos, en son vivant de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, étaient défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé dans la cité de Sherbrooke, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Est de ladite cité de Sherbrooke, comme parties des lots No 1 et 2, de la subdivision du lot No. 425—avec les bâtisses y érigées.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTEIÈME jour de JUIN 1922, à DIX heures du matin, dans l'une des salles d'audience, au palais de justice, à Sherbrooke, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées

Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 471.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, rendered the 23rd day of May, 1922, in a cause wherein, Peter Katadotis, trader, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, is plaintiff; and the legal heirs of the late Georges Panos, in his life time of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows:

An emplacement situate, in the said city of Sherbrooke, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the ward of said city of Sherbrooke, as parts of lots one and two, sub-division of lot four hundred and twenty five—with buildings thereon erected.

The said immoveable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the THIRTIETH day of JUNE 1922, at TEN of the clock in the forenoon, in a room of the Court House of Sherbrooke, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions

dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Sherbrooke, 22 mai 1922.

Le procureur du demandeur.

2149—21-2 LIONEL FOREST.

Province de Québec, district d'Iberville, Cour supérieure, No 119.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 15 mai 1922, dans une cause dans laquelle Dame Sarah Maggison, de la paroisse de Sainte-Blaise, district d'Iberville, veuve de Charles Roy, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville, est demanderesse; et Charles Roy, de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville, et William Roy, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, district d'Iberville, ce dernier en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Charles Roy, sont défendeurs, et le dit William Roy, personnellement, est mis-en-cause, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un immeuble situé dans la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, contenant quatre arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Georges-de-Henryville sous le No 250—avec une maison et les autres dépendances y érigées;

Deux autres immeubles, ne formant qu'une seule et même exploitation, situés dans la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville sous les Nos 205 et 248 des dits plan et livre de renvoi officiels; ces dits Nos 205 et 248 pour être vendus en bloc—avec une maison et les autres dépendances y érigées, contenant, en tout, deux arpents de largeur sur trente-trois arpents de profondeur, plus ou moins.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1922, à 10 heures a.m. Cour tenante, dans la salle du palais de justice de Saint-Jean, district d'Iberville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Saint-Jean, 15 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2067—20-2 DEMERS & REGNIER.

contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as foresaid for the sale and adjudication; and all opposition *à fin de conserver* shall be filed within six days after adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Sherbrooke, May, 22nd, 1922.

LIONEL FOREST,

2150—21-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 119.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint John's, in the district of Iberville, the 15th of May, 1922, in a cause wherein Dame Sarah Maggison, of the parish of Sainte Blaise, district of Iberville, widow of Charles Roy, in his lifetime, farmer, of the parish of Saint-Georges-de-Henryville, district of Iberville, is plaintiff; and Charles Roy, of Saint-Georges-de-Henryville, district of Iberville, and William Roy, farmer, of the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, district of Iberville, the latter to in his quality of curator to the substitution created by the testament of the late Charles Roy, are defendants, and the said William Roy, personally, is *mis en cause*, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, namely:

An immovable situate in the parish of Saint-Georges-de-Henryville, containing four arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Georges-de-Henryville under the No. 250—with the house and other dependencies thereon erected.

Two other immovables, forming one signle plot of land, situate in the parish of Saint-Georges-de-Henryville, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Georges-de-Henryville under the Nos. 205 and 248 of the said official plan and book of reference; those said nos 205 and 248 to be sold *en bloc*—with the house and the other dependencies thereon erected, containing, the two lots, two arpents in width by thirty three arpents in depth, more or less.

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY NINTH day of JUNE, 1922, at 10 o'clock a.m. sitting the Court, in the room of the Court House of Saint John's, district of Iberville, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Saint John's, May 15th, 1922.

DEMERS & REGN ER,

2068—20-2 Attorneys for plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus au temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cours supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA FONDERIE DE
No 157. } PLESSISVILLE
demanderesse; vs DONAT PINARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La partie des lots Nos 17b et 17c du cadastre officiel du canton de Simpson pour le douzième rang, située au sud-ouest de la branche sud-ouest de la rivière Nicolet; bornée d'un bout au 11ième rang, de l'autre bout à ladite branche de la rivière Nicolet, d'un côté au lot No 16 et de l'autre côté au lot No 18—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde-de-Horton, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 8 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]
1937—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } LA FONDERIE DE
No 157. } PLESSISVILLE,
plaintiff; vs DONAT PINARD, defendant.

As belonging to said defendant:

The part of the lots Nos. 17b and 17c of the official plan and book of reference of the township of Simpson for the 12th range, situated on the south west of the south west branch of the Nicolet river; bounded on one end by the 11th range, on the other end by said branch of the Nicolet river, on one side by lot No. 16 and on the other side by lot No 18—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Clothilde-de-Horton, on the FOURTEENTH day of JUNE next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 8th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]
1938—19-2

BEAUCE

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } P.-T. LEGARE, LIMI-
No 2352. } P. TEE, demanderesse;
contre EUGENE ST. HILAIRE, défendeur.

Les numéros un A (1A) du rang quatre et un A (1A) du rang cinq du canton Forsyth, dans la paroisse de Saint-Evariste—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le TREIZIEME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]
1961—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit: } P. T. LEGARE, LIMI-
No. 2352. } P. TEE, plaintiff; against
EUGENE ST-HILAIRE, defendant.

The numbers one-A (1-A) of range four and one-A (1-A) of range five of the township of Forsyth, in the parish of Saint-Evariste—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste, the THIRTEENTH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, May 9th, 1922.

[First publication, 13 may, 1922]
1962—19-2

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } FRANCIS THI-
District de Beauharnois, } BAULT, de-
à savoir: } mandeur; vs JO-
No 4193. } SEPH BENOIT,
défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Une terre sise et située dans le canton de Hinchinbrooke et connue et désignée sur les plan et li-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } FRANCIS THI-
District of Beauharnois, } BAULT, plain-
to wit: } tiff; vs JOSEPH
No. 4193. } BENOIT, defend-
ant.

Seized as belonging to the said defendant;

A farm lying and situate in the township of Hinchinbrooke and known and designated on the

vre de renvoi officiels du dit canton sous les Nos 1-C, 2-D et 3-E du huitième rang—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Patrice-d'Hinchinbrooke, SAMEDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]
1995—19-2

official plan and book of reference of the said township under the Nos 1-C, 2-D and 3-C of the eighth range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Patrice-d'Hinchinbrooke, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L. O. THISDALE,
Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, May 9th, 1922.

[First publication 13th May, 1922]
1996—19-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } J.-REMI KENEDY, de Dou-
No 2272. } J. glastown, comté et district de Gaspé, marchand, y faisant affaires sous le nom de "C. & X. Kenedy", demandeur; vs ALFRED BOND, du Cap-des-Rosiers-Est, comté et district de Gaspé, défendeur.

Partie du lot 17a, lot rang est, Cap-des-Rosiers, mesurant environ quatre-vingts pieds de largeur sur la profondeur dudit lot; borné au nord par Eugène Fortin, au sud par Walter Furguson, à l'est par les eaux du Saint-Laurent, à l'ouest par le deuxième rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

Percé, 29 mai 1922.

[Première publication, 2 juin 1922]
2293—22-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District de Gaspé.

Percé, to wit: } J.-REMI KENEDY, of Dou-
No. 2272. } J. glastown, county and district of Gaspé, merchant, doing business under the name of "C. & X. Kenedy", plaintiff; vs ALFRED BOND, of Cap-des-Rosiers East, county and district of Gaspé, defendant.

Part of lot 17a, lot rang east, Cap-des-Rosiers, measuring about eighty feet in width on the depth of the said lot; bounded towards the north by Eugène Fortin, towards the south by Walter Furguson, towards the east by the waters of the Saint Lawrence, towards the west by the second range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers, on the FIFTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

JAS.-T. TUZO,
Sheriff.

Percé, 29th May, 1922.

[First publication, 2nd June, 1922]
2294—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de magistrat.—District de Gaspé.

Rivière-au-Renard, à savoir: } DAME VEUVE
No 14. } S. L. DARGY, de Rivière-au-Renard, comté et district de Gaspé; vs ACHILLE FRANCOEUR, cultivateur et pêcheur, de Saint-Maurice-Echourie, défendeur.

1. Un lopin de terre de 100 pieds de long sur 30 pieds de largeur; borné à l'est par Philéas Francoeur, au sud par Alfred Element, à l'ouest par André Element, au nord par la mer, étant une grève (beach lot) et portant les Nos 414 et 415, du canton de Fox;

2. Un lopin de terre de deux acres de large par la profondeur du lot; borné au nord par la mer, à l'ouest par veuve Philéas Francoeur, au sud par le deuxième rang, à l'est par Elias Element, étant le No 420 du canton de Fox.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice-Echourie, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

Percé, 29 mai 1922.

[Première publication, 2 juin 1922]
2295

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District de Gaspé.

Rivière-au-Renard, to wit: } DAME WIDOW
No. 14. } S. L. DARGY, of Rivière-au-Renard, county and district of Gaspé; vs ACHILLE FRANCOEUR, farmer and fisherman, of Saint-Maurice-Echourie, defendant.

1. A parcel of land of 100 feet long by 30 feet wide; bounded on the east by Philéas Francoeur, on the south by Alfred Element, on the west by André Element, on the north by the sea, being a beach lot and bearing the Nos. 414 and 415 of the township of Fox;

2. A parcel of land of two acres in width by the depth of the lot; bounded on the north by the sea, on the west by widow Philéas Francoeur, on the south by the second range, on the east by Elias Element, being the No. 420 of the township of Fox.

To be sold at the parochial church door of Saint-Maurice-Echourie, the SIXTH day of JULY next, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

JAS.-T. TUZO,
Sheriff.

Percé, 29th May, 1922.

[First publication, 2nd June, 1922]
2296

HULL

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS FT DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull

Hull, à savoir: } J.-EUGENE LACROIX,
No 6138. } J. demandeur; contre DIEU-
DONNE LAVICTOIRE, défendeur, à savoir:
Une ferme connue et désignée aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-
Angélique, dans le district de Hull, comme étant
le lot numéro cinquante-six (56)—avec ses dépen-
dances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Angélique, à Papineauville, le
TREIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX
heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
C. M. WRIGHT.

Hull, 9 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1953—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } J.-EUGENE LACROIX,
No. 6138. } J. plaintiff; against DIEU-
DONNE LAVICTOIRE, defendant, to wit:
A farm known and designated on the official
plan and book of reference for the parish of Saint
Angelique, in the district of Hull, as being the
lot number fifty six (56)—with its dependencies.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Angelique, at Papineauville, on the
THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Hull, 9th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1952—19-2

JOLIETTE

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE D'HO.
District de Joliette. } CHELAGA, de-
No 4279. } manderesse; vs LOUIS
POUDRIER, défendeur.

a. Le lot No 54 du septième rang du canton
Wexford;

b. Le lot No 55 du onzième rang du canton
Wexford;

c. Un terrain mesurant environ trois arpents
de superficie, connu et désigné comme étant
partie du lot No 56, dans le huitième rang du
canton Wexford; borné comme suit: en profon-
deur par la rivière Jean Venne, en front par le
chemin public, d'un côté par un terrain apparte-
nant aux commissaires d'écoles et de l'autre
côté par un autre terrain occupé par Azarias
Rivest;

d. Un terrain mesurant environ sept arpents
en superficie, connu et désigné comme étant
une partie du lot No 58, dans le huitième rang
du canton Wexford; borné comme suit: en front
par le chemin public, en profondeur par la rivière
Jean Venne, d'un côté par partie dudit lot No 58,
appartenant à Trefflé Pagé et de l'autre côté par
un terrain occupé par Donat Lemire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Emile, le MARDI, QUATRIE-
ME jour du mois de JUILLET 1922, à UNE
heure de l'après-midi (heure solaire).

Joliette, ce 30 mai 1922.

Le shérif du district de Joliette,
2301—22-2 GEORGE DesROCHES.

[Première publication, 2 juin 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE HOCHELAGA
District of Joliette. } BANK, plaintiff;
No. 4279. } vs LOUIS POU-
DRIER, defendant.

a. The lot No. 54 of the seventh range of the
township of Wexford;

b. The lot No. 55 of the eleventh range of the
township of Wexford;

c. A lot of land measuring about three arpents
in superficies, known and designated as being
part of the lot No. 56, in the eighth range of the
township of Wexford; bounded as follows: in
depth by the river Jeanne Venne, in front by the
public road, on one side by a parcel of land belong-
ing to the school commissioners and on the other
side by another parcel of land occupied by Azar-
ias Rivest;

d. A lot of land measuring about seven arpents
in superficies, known and designated as being
part of the lot No. 58, in the eighth range of the
township of Wexford; bounded as follows: in
front by the public road, in depth by the river
Jean Venne, on one side by part of the said lot
No. 58, belonging to Trefflé Pagé and on the
other side by the parcel of land occupied by
Donat Lemire.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Emile, on TUESDAY, the FOURTH day
of the month of JULY, 1922, at ONE o'clock in
the afternoon (standard time).

Joliette, 30th May, 1922.

2302—22-2 GEORGE DesROCHES,
Sheriff of the district of Joliette.

[First publication, 2nd June, 1922]

MONTMAGNY

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS FT DE TERRIS.

Cour supérieure—district de Beauce.

Montmagny, à savoir: } EDOUARD LA-
No 6329. } E CROIX, LIMITEE,
corps politique et incorporé, ayant sa prin-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Montmagny, to wit: } EDOUARD LACROIX.
No. 6329. } E LIMITEE, a body
politic and corporate, having its head office

cipale place d'affaires à Saint-Georges-de-Beauce; contre JAMES MURTHA, de Saint-Georges.

Deux emplacements contigus, situés au village du Lac-des-Anglais, contenant ensemble soixante pieds (60) de largeur sur deux cent quarante-deux pieds (242) de profondeur, mesure anglaise, connus et désignés au cadastre des emplacements du village du Lac-des-Anglais, sous les numéros soixante-douze (72) et trois cent quatre (304), pris et détachés du lot numéro trente-trois (33) du cadastre officiel, en le dixième rang du canton Talon—avec l'hôtellerie connue sous le nom de "English Lake Inn" et les dépendances.

Avec réserve en outre d'une servitude en faveur de B. C. Howard & Co., pour le passage d'un tuyau d'aqueduc du côté nord sur toute la profondeur dudit emplacement; ladite B. C. Howard & Co ayant le droit, en tout temps, de passer sur ledit immeuble et d'y faire tous travaux de construction ou de réparation de l'aqueduc aud endroit, aussi longtemps qu'il durera, sans remittissement de dommages.

Les meubles et autres articles saisis garnissant ledit hôtel seront vendus avec l'immeuble d'un seul lot, le défendeur ayant donné son consentement par écrit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Lac Frontière, VENDREDI, le SEIZIEME jour du mois de JUIN prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 10 mai 1922.
[Première publication, 13 mai 1922]

1949—19-2

at Saint-Georges-de-Beauce; against JAMES MURTHA, of Saint-Georges.

Two contiguous emplacements situated in the village of "Lac-des-Anglais", containing together sixty (60) feet in width by two hundred and forty two (242) feet in depth, English measurements, known and designated on the cadastre of the emplacements of the village of "Lac-des-Anglais", under the numbers seventy two (72) and three hundred and four (304), taken out of and detached from the lot number thirty three (33) of the official cadastre of the tenth range of the township of Talon—with the hotel building known under the name of "English Lake Inn" and the dependencies.

With the reserve in favor of B. C. Howard & Co., for the passage of a water pipe on the north side and along the depth of said the emplacement; the said B. C. Howard & Co having the right, at any time, to pass over the said immoveable and to make thereon all construction or repair work of the water works, at the old place, as long as it shall last, without any claim for damages.

The furniture and other furnishings of the said hotel seized shall be sold with the immoveable as one lot, the defendant having given its written consent.

To be sold at the church door of the parish of Lac Frontière, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1950—19-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES - AUGUSTE HARWOOD, avocat et conseil du Roi, DAME JOSEPHINE HARWOOD épouse de William Kapelle de Kapelle, gentilhomme, tous trois des cité et district de Montréal, lesdits Harwood et Dame Kapelle *ès-qualité* de seuls exécuteurs des biens de la succession de Dame Marie-Marguerite-Angélique Lefebvre de Bellefeuille, veuve d'Antoine Chartier, de Lotbinière Harwood, avocat et lieutenant-colonel de milice, en son vivant de Vaudreuil, dit district et ledit de Kapelle pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, demandeurs; vs HONORE DUMBERRY, du même lieu, JOHN DUMBERRY ET AVILA DUMBERRY, de Sainte-Anne-de-Bellevue, district de Montréal, AMANADA DUMBERRY, du dit Vaudreuil, épouse d'Adrien Sagala, de Montréal susdit, et ce dernier pour autoriser son épouse en icelle, PROCUL LEGAULT ET JOSEPH LAUZON, dudit Vaudreuil et JOSEPHUS LAUZON, de Vaudreuil, susdit *ès-qualité* de tuteur auxdits mineurs, François et Alphonse Lauzon, défendeurs.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CHARLES AUGUSTE HARWOOD, advocate and King's Counsel, DAME JOSEPHINE HARWOOD, wife of William Kapelle de Kapelle, gentleman, all three of the city and district of Montreal, the said Harwood and Dame Kapelle, *ès-qualité* of sole executors of the property of the estate of Dame Marguerite Angélique Lefebvre de Bellefeuille, widow of Antoine Chartier de Lotbinière Harwood, advocate and lieutenant-colonel of militia, in his lifetime of Vaudreuil, said district, and the said de Kapelle to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs HONORE DUMBERRY, both personally and in his quality of executors of the late Paul *alias* Honoré Dumberry, and subrogate tutor to François de Sales and Alphonse Lauzon, minors, all three of Vaudreuil, AMEDEE DUMBERRY, both personally and in his quality of executor of the late Paul *alias* Honoré Dumberry, of Vaudreuil aforesaid, WILFRID DUMBERRY AND AIME DUMBERRY, of the same place, JOHN DUMBERRY AND AVILA DUMBERRY, of Sainte-Anne-de-Bellevue, district of Montreal, AMANDA DUMBERRY, of Vaudreuil aforesaid, wife of Adrien Sagala, of Montreal aforesaid, and the latter to authorize his wife for the purpose hereof, PROCUL LEGAULT and Joseph Lauzon, of Vaudreuil aforesaid and JOSEPHUS LAUZON *ès-qualité* of tutor to the said minors François and Alphonse Lauzon, defendants.

Un lot de terre situé dans le village de Vaudreuil, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, sous le numéro 35; borné en front par la rue Saint-Michel et en arrière par la rivière Ottawa—avec maison et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin. Bureau du shérif, Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 30 mai 1922. 2253—22-2
[Première publication, le 2 juin 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**
No 1900. } **COMPANY OF CAN-**
NADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre **ISRAEL ZELNIKER & ISRAEL SHERKER**, tous deux des cité et district de Montréal, défendeurs.

1. Un lot de terre situé dans le village Delorimier, maintenant quartier Delorimier, en la cité de Montréal; borné en front par la rue Chapleau, connu et désigné sous le numéro quarante de la subdivision du lot originaire numéro deux A (2A-40) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-Visitation—avec bâtisse dessus érigée.

2. Un emplacement située en la cité de Montréal, dans le quartier Delorimier, ayant front sur l'avenue Chapleau, et composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante-trois et quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux-A (2A-43 et 44) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation—avec bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle en commun, avec les autres y ayant droit;

3. Un lot de terre situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Chapleau, connu et désigné sous le numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-neuf (29-39) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation—avec bâtisses desus érigées, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son encore, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 19 mai 1922.

Bureau du shérif. Leshérif,
Montréal, 30 mai 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 2 juin 1922]
2255—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILLIAM HENRY**
No 2547. } **HOWARD**, de-
mandeur en garantie; vs **LES HERITIERS** de feu Albert Joseph Hughes, défendeurs en garantie.

La moitié sud-est du lot No quinze du lot de subdivision No quinze (15-15) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; ladite moitié sud-est étant située du côté nord-est de la rue Pagnuelo, dans la cité d'Outremont,

A lot of land situate in the village of Vaudreuil, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Vaudreuil, under the number 35; bounded in front by Saint Michel street and in rear by the Ottawa river—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, the SIXTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 30th May, 1922. 2254—22-2
[First publication, 2nd June, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No. 1900. } **COMPANY OF CAN-**
NADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff; against **ISRAEL ZELNIKER & ISRAEL SHERKER**, both of the city and district of Montreal, defendants.

1. A lot of land situate in the village of Delorimier, now Delorimier ward, in the city of Montreal; bounded in front by Chapleau street, known and designated under the number forty of the subdivision of the original lot number two-A (2-A-40) on the official plan and book of reference of the village of Côte-Visitation—with the buildings thereon erected;

2. An emplacement situate in the city of Montreal, in Delorimier ward, fronting on Chapleau Avenue, and composed of the lots of land known and designated under the numbers forty three and forty four of the official subdivision of the original lot number two A (2A-43 and 44) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane in common, with others having right thereto;

3. A lot of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Chapleau street, known and designated under the number thirty nine of the official subdivision of the original lot number twenty nine (29-39) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane situate at the rear in common with others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 shall be required from each and every bidder with his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 19th of May, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, May 30th, 1922. Sheriff.
[First publication, 2nd June, 1922]
2256—22-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILLIAM HENRY**
No. 2547. } **HOWARD**, plain-
tiff in warranty; vs **THE HEIRS** of the late Albert Joseph Hughes, defendants in warranty.

The southeast half of the lot number fifteen of the subdivision lot number fifteen (15-15) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the said southeast half lying on the northeast side of Pagnuelo street, in the city of

et contenant cinquante pieds de largeur par cent soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec tous les droits de passage et accessoires connexes à ladite propriété—sans bâtisse.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 15ème jour d'avril 1922, aura lieu de nouveau au même endroit, le TRENTIEME jour de JUIN 1922, à DIX heures du matin, à la folle enchère de Leah Rudner, épouse séparée de biens de Aron Siminovitch, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 9 mai 1922.

Un dépôt de \$850.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, conformément au jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 27 mai 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 30 mai 1922. 2257

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE D'OUTRE-
No 1267. } MONT, corporation
légale dont le siège social et la principale place
d'affaires sont dans la cité d'Outremont, district
de Montréal, demanderesse; vs ETHEL PICK,
fille majeure usant de ses droits, défenderesse.

Une propriété immobilière située dans la cité d'Outremont, étant la partie sud-est du lot numéro cent soixante-deux de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq (pt. 35-162) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ledit emplacement mesurant 20 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur; borné en front au sud-ouest par l'avenue Champagneur, en arrière par une ruelle connue comme étant le lot de subdivision numéro cent cinquante-un du lot originaire numéro trente-cinq dudit plan, au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision du lot numéro cent soixante-deux et au sud-est par le lot numéro cent soixante-un de la subdivision du lot originaire numéro trente-cinq, aux dits plan et livre de renvoi, avec droit de se servir de ladite ruelle, mais sans l'obstruer.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 mai 1922.
[Première publication, 13 mai 1922]
1983—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE D'OUTRE-
No 2433. } MONT, corps poli-
tique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre CHARLES ANGERS, défendeur.

a. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Ducharme, étant connu et désigné sous le numéro 21 de la subdivision officielle du numéro 25 du lot originaire numéro 36, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble;

Outremont, and containing fifty feet in width by one hundred and seventy feet in depth, English measurements and more or less—with all the rights of way and accessories attached to the said property—without building.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable which took place at my office, in the city of Montreal, the 15th day of April, 1922, will again be held at the same place, the THIRTIETH day of JUNE, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, for the false bidding of Leah Rudner, wife separate as to property of Aron Siminovitch, pursuant of a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 9th of May, 1922.

A deposit of \$850.00 shall be required from each and every bidder with his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 27th of May, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 30th May, 1922. 2258

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF OUTRE-
No. 1267. } MONT, body politic
and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; vs ETHEL PICK, spinster of age using of her rights, defendant.

An immoveable property situate in the city of Outremont, being the south eastern part of lot number one hundred and sixty-two of subdivision of original lot number thirty-five (pt. 35-162) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; said emplacement measuring 20 feet in width by 90 feet in depth; bounded in front to the south-west by Champagneur avenue, in rear by a lane known as subdivision lot number one hundred and fifty-one of original lot number thirty-five of said plan, to the north-west by the remainder of the said subdivision lot number one hundred and sixty-two and to the south-east by lot number one hundred and sixty-one of subdivision of original lot number thirty-five, on the said plan and book of reference with right to use the said lane, but without any right to encumber same.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 10th May, 1922.
[First publication, 13th May, 1922]
1984—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF OUTRE-
No. 2433. } MONT, a body poli-
tic and corporate, having its chief place of business in the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; vs CHARLES ANGERS, defendant.

a. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Ducharme avenue, being known and designated under the number 21 of the official subdivision of the number 25 of the original lot number 36, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable;

b. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Ducharme, étant connu et désigné sous le numéro 22 de la subdivision officielle du numéro 25 du lot originaire numéro 36 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble;

c. Un lot de terre situé dans la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Stuart, étant connu et désigné sous le numéro 15 de la subdivision officielle du numéro 24 du lot originaire numéro 36 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse dessus érigée, ainsi que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 10 mai 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 13 mai 1922]

1985—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA VILLE DE MONT-**
No 2566. } **REAL-EST**, corporation municipale de ville, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse; vs J-EMILE BEAUDIN, G.-HENRI BEAUDIN ET DAME ALPHONSINE PERRAS, veuve de Honorius Beaudin, étant les seuls membres vivants (vu la mort de Amédée Beaudin) de la société faisant affaires à Montréal comme agents d'immeubles et construction, sous les nom et raison sociale de "Beaudin & Frères", défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Trois lots de terre sis et situés en la ville de Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Tétrault, de ladite ville, connus et désignés comme étant les numéros 372, 374 et 405 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 82 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district;

2. Un lot de terre sis et situé en la ville de Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Monarque, de ladite ville, connu et désigné comme étant le lot numéro 424 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 82 desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de la Pointe-aux-Trembles;

3. Deux lots de terre sis et situés en la ville Montréal-Est, district de Montréal, ayant front sur la rue Richard, de ladite ville, connus et désignés comme étant les lots numéros 310 et 327 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 85, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1987—19-2

b. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Ducharme avenue, being known and designated under the number 22 of the official subdivision of the number 25 of the original lot number 36 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable;

c. A lot of land situate in the city of Outremont, fronting on Stuart avenue, being known and designated under the number 15 of the official subdivision of the number 24 of the original lot number 36, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—without building thereon, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX.

Montréal, 10th May, 1922.

Sheriff.

[First publication, 13th May, 1922]

1986—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TOWN OF MON-**
No. 2566. } **TREAL-EAST**, a municipal town corporation, having its chief place of business in the town of Montreal-East, district of Montreal, plaintiff; vs J. EMILE BEAUDIN G.-HENRI BEAUDIN AND ALPHONSINE PERRAS, widow of Honorius Beaudin, being the sole living members (Amédée Beaudin being dead) of the partnership carrying on business at Montreal as real estate agents and builders under the name of "Beaudin & Frères", defendants.

As belonging to the defendants:

1. Three lots of land lying and situate in the town of Montreal East, district of Montreal, fronting on Tétrault avenue, of the said town, and designated as being the numbers 372, 374 405 of the official subdivision of the original lot number 82 on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, said district;

2. A lot of land lying and situate in the town of Montreal-east, district of Montreal, fronting on Monarque avenue, of the said town, known and designated as being the lot number 424 of the official subdivision of the original lot number 82 of the said official cadastral plan and book of reference of the said parish of Pointe-aux-Trembles;

3. Two lots of land lying and situate in the town of Montreal-East, district of Montreal, fronting on Richard street, of the said town, known and designated as being the lots numbers 310 and 327 of the official subdivision of the original lot number 85 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, said district.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1988—19-2

QUÉBEC

QUEBEC

Québec, à savoir : } **A** LPHONSE CARRIER, No 2644. } cultivateur, Saint-Joseph-de-Lévis; contre Dame AURELIA SAMSON, veuve de feu Alphonse Samson, Lauzon, Lévis.

Le lot No 191 (cent quatre-vingt-onze) du cadastre officiel pour le village de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Cyrille—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente foncière annuelle de \$10.00 payable le 1er mai à la succession Charles Samson, au bureau du notaire, Jos. Lagueux, à Lauzon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 30 mai 1922.

1993—22-2

[Première publication, 2 juin 1922]

[Deuxième publication, 17 juin 1922]

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.—District de Québec.

Québec, à savoir : } **H** ECTOR LAFERTE, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Québec; contre JOSEPH-IGNACE RACINE, de l'endroit appelé Rivière-à-Pierre, dans le comté de Portneuf, savoir:

Le lot No 2 (deux) du cadastre officiel de la paroisse de Rivière-à-Pierre, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans le deuxième rang de Bois—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Rivière-à-Pierre, comté de Portneuf, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Québec, 31 mai 1922. **CLEOPHAS BLOUIN.**

[Première publication, 2 juin 1922]

[Deuxième publication, 17 juin 1922]

2265—22-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **P** . T. LEGARE, LIMITEE, No 1693. } P. TEE, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et le district de Québec; contre OVILA BOISCLAIR ET ANTONIO BOURBEAU, tous deux de l'endroit appelé Macamic, dans le district de Québec, à savoir:

Saisi comme appartenant à Ovila Boisclair, l'un des défendeurs.

Le lot No 12 (douze) du rang 2 (deux) des plan et livre de renvoi au cadastre pour le canton Royal-Roussillon, comté de Témiscamingue, étant un lot de terre situé dans le dit canton Royal-Roussillon, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Macamic, comté de Témiscamingue, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Québec, 31 mai 1922. **CLEOPHAS BLOUIN.**

[Première publication, 2 juin 1922]

[Deuxième publication, 17 juin 1922.]

2267—22-2

Quebec, to wit : } **A** LPHONSE CARRIER, No. 2644. } farmer, of Saint-Joseph-de-Levis; against AURELIA SAMSON, widow of the late Alphonse Samson, Lauzon, Lévis.

The lot No. 191 (one hundred and ninety one) of the official cadastre for the village of Lauzon, county of Lévis, being an emplacement situated on Saint Cyrille street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$10.00 payable on the 1st May to the estate of Charles Samson, at the office of Jos. Lagueux, notary, at Lauzon.

To be sold at the parochial church door of Saint-Joseph-de-Levis, county of Lévis, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, May 30th., 1922.

1994—22-2

[First publication, 2nd June, 1922]

[Second publication, 17th June, 1922]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Quebec, to wit : } **H** ECTOR LAFERTE, No. 1022. } advocate and King's Counsel, of the city of Quebec; against JOSEPH IGNACE RACINE, of the place called Rivière-à-Pierre, in the county of Portneuf, to wit:

The lot No. 2 (two) of the official cadastre of the parish of Rivière-à-Pierre, county of Portneuf, being a lot of land situate in the second range of Bois—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Rivière-à-Pierre, county of Portneuf, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, May 31st, 1922.

[First publication, 2nd June, 1922]

[Second publication, 17th June, 1922]

2266—22-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **P** . T. LEGARE, LIMITEE, No. 1693. } P. TEE, a body politic and corporate, having its head office in the city and district of Quebec; against OVILA BOISCLAIR AND ANTONIO BOURBEAU, both of the place called Macamic, in the district of Quebec, to wit:

Seized as belonging to Ovila Boisclair, one of the defendants.

The lot No. 12 (twelve) of range 2 (two) of the official cadastral plan and book of reference for the township of Royal-Roussillon, county of Temiscaming, being a lot of land situate in the township of Royal-Roussillon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Macamic, county of Temiscaming, the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Quebec, May 31st, 1922.

[First publication, 2nd June, 1922]

[Second publication, 17th June, 1922]

2268—22-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } PIERRE PAULHUS, deman-
No 4648. } mandeur ; vs WILLIE
CHARBONNEAU, défendeur.

La faculté de réméré que le défendeur s'est réservée jusqu'au premier de décembre prochain (1922), dans un certain acte de vente consenti à M. Pierre Cournoyer, par ledit défendeur et M. Alfred Charbonneau, devant J.-B.-T. Lafrenière, notaire, à Sorel, le premier de décembre dernier 1921, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Richelieu, à Sorel, sous le No 61134b, sur l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un terrain situé en la cité de Sorel, au coin de la rue Adélaïde et de la rue Phipps, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sorel, comme étant les lots numéros mille vingt-trois et mille vingt-deux, en entier, et comme faisant partie des lots numéros mille dix et mille neuf (Nos 1023, 1022 et parties Nos 1010 et 1009), mesurant cent trente-deux pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur sur la rue Adélaïde, le tout de mesure anglaise; tenant en front à la rue Phipps, en profondeur à autres parties desdits lots Nos 1009 et 1010 et au lot No 1021, la propriété de sieur Joseph Laporte, au sud à la rue Adélaïde et au nord à partie du lot No 1008, la propriété de sieur Cyrille Chevalier—avec toutes les bâtisses y érigées; à la charge par l'adjudicataire d'accomplir toutes et chacune des conditions et charges stipulées dans ledit acte de vente sous faculté de réméré, et le défaut par celui-ci de ce faire entraînera la déchéance et la forclusion du droit d'exercer ladite faculté de réméré.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Sorel, MARDI, le TREIZIEME jour du mois de JUIN prochain (1922), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
JOS.-G. LARIVIERE.

Sorel, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1951—19-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } PIERRE PAULHUS, plain-
No. 4648. } tiff ; vs WILLIE CHAR-
BONNFAU, defendant.

The right of redemption reserved by the defendant until the first of December next (1922), in a certain deed of sale in favor of Pierre Cournoyer by the said defendant and Alfred Charbonneau, before J. B. T. Lafrenière, notary, at Sorel, the first of December last, 1921, and registered at the Registry Office of the county of Richelieu, at Sorel, under the No. 61134b, on the immovable hereunder described, namely:

A parcel of land situate in the city of Sorel, at the corner of Adélaïde and Phipps streets, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Sorel, as being the lots numbers one thousand and twenty three and one thousand and twenty two, in whole, and as forming part of the lots numbers one thousand and ten and one thousand and nine (Nos. 1023, 1022 and parts of Nos. 1010 and 1009), measuring one hundred and thirty two feet in width by eighty seven feet in depth on Adélaïde street, the whole English measurements, bounded in front by Phipps street, in depth by other parts of the said lots Nos. 1009 and 1010 and the lot No. 1021, the property of Joseph Laporte, on the south by Adélaïde street and on the north by part of the lot No. 1008, the property of Cyrille Chevalier—with all the buildings thereon erected. The adjudicataire shall fulfill any and all of the conditions and charges stipulated in the said deed of sale with right of redemption, and in default by him so to do it shall entail the loss and forfeiture of the right to exercise the said right of redemption.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Sorel, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

JOS. G. LARIVIERE,
Sheriff.

Sorel, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1952—19-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Yamaska.

Sorel, à savoir: } JOSEPH-H. CHAPDELAI-
No 6407. } NE; vs WILFRID MORIN.

Six bâtisses en bois, dont une maison à un étage et demi, d'une dimension de vingt pieds par vingt-trois pieds, un hangar à un étage et demi, d'une dimension de douze pieds par vingt-deux, une grange et écurie à un étage et demi, d'une dimension de 23 pieds par 26 pieds avec un petit annexe, deux laiteries et un poulailler, le tout construit sur une portion de terre située au village de Saint-François-de-Sales, dans le comté d'Yamaska; tenant d'un côté, au nord, à un chemin public; au sud à la rivière Saint-François et des autres côtés au terrain des sauvages Abénakis et connue et désignée comme une partie du lot numéro douze cent dix-sept (ptie No 1217) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, MARDI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Yamaska.

Sorel, to wit: } JOSEPH-H. CHAPDELAIN;E;
No. 6407. } vs WILFRID MORIN.

Six wooden buildings made up of a one storey and a half house, twenty feet by twenty three feet, a one storey and a half shed, twelve feet by twenty two feet, a barn and stable, one and a half storey high, twenty three feet by twenty six feet with a small wing; two dairies and a henhouse, the whole erected on a parcel of land situate at the village of Saint-François-de-Sales, in the county of Yamaska; bounded on one side, to the north, by a public road, on the south by the river Saint François and on the other two sides by the land of the Abenakis Indians and known and designated as being part of the lot number twelve hundred and seventeen (pt. No. 1217) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, on TUESDAY,

le TREIZIEME jour du mois de JUIN prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

JOS.-G. LARIVIERE.

[Première publication, 13 mai 1922]

1989—19-2

the THIRTEENTH day of the month of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. JOS. G. LARIVIERE, Sheriff.

Sorel, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1990—19-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } JOACHIM DURETTE;
Matane, à savoir: } vs DAME SOPHIE
No 7707. } AUBIN, épouse séparée de biens de Achille Delisle, et ce dernier pour autoriser sadite épouse.

Partie du lot numéro cent quatre-vingt-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, étant un terrain de 50 pieds de front sur 200 de profondeur; borné en front à la rue, au sud-ouest à Absolon Aubin, au nord et à l'ouest à Dame Achille Fournier—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Jérôme-de-Matane, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain 1922, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Rimouski, 31 mai 1922. CHS DANJOU.

[Première publication, 2 juin 1922]

2297—22-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOACHIM DURETTE;
Matane, to wit: } vs DAME SOPHIE
No. 7707. } AUBIN, wife separate as to property of Achille Delisle, and the latter to authorize his said wife.

Part of the lot number one hundred and eighty nine on the official cadastre of the parish of Saint-Jérôme-de-Matane, being a lot of land of 50 feet in front by 200 feet in depth; bounded in front by the street, on the southwest by Absolon Aubin, on the north and west by Dame Achille Fournier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Jérôme-de-Matane, the FIFTH day of JULY next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CHS DANJOU,

Rimouski, May 31st, 1922.

[First publication, 2nd June, 1922]

2298—22-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE NATIONALE, corps politique constitué en corporation, ayant son principal établissement en la cité de Québec et un comptoir à Roberval, demanderesse; vs EPHREM LAVOIE, de l'endroit appelé Sainte-Edwidge, défendeur.

Une ferme située en la paroisse de Sainte-Edwidge, mesurant neuf arpents, plus ou moins, de largeur sur dix-huit arpents, plus ou moins, de profondeur, comprenant la partie centrale des lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept et trois cent cinquante-huit (Nos 355, 356, 357 et 358) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval; bornée en front, au nord-ouest, à la route entre les cantons Roberval et Ouïatchouan, en profondeur, au sud-est, au lot numéro trois cent cinquante-neuf dudit cadastre; tenant au sud-ouest à la partie sud-ouest des mêmes lots appartenant à Joseph Gagnon, représentant Renat Lavoie, et au nord-est à la partie nord-est des mêmes lots appartenant à Michel Lavoie ou représentants—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Edwidge, comté du Lac Saint-

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } LA BANQUE NATIONALE, a political and corporate body, having its chief place of business in the city of Québec, and a branch of Roberval, plaintiff; vs EPHREM LAVOIE, of the place called Sainte Edwidge, defendant.

A farm situate in the parish of Sainte-Edwidge, measuring nine arpents, more or less, in width by eighteen arpents, more or less, in depth, comprising the central part of the lots of land now known and designated under the numbers three hundred and fifty five, three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven and three hundred and fifty eight (Nos. 355, 356, 357 and 358) on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Roberval; bounded in front to the northwest by the road between the townships of Roberval and Ouïatchouan, in depth, to the southeast, by the lot number three hundred and fifty nine of the said cadastre; on the southwest by the southwest part of the same lots belonging to Joseph Gagnon, representing Renat Lavoie, and on the northeast by the northeast part of the same lots belonging to Michel Lavoie or representatives—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Edwidge, TUESDAY, county of Lake

Jean, MARDI, le QUATRIEME jour de St John, the FOURTH day of JULY next, 1922, JULLET prochain 1922, à DIX heures de next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 30 mai 1922. 2291—22-2
[Première publication, 2 juin 1922]

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, 30th May, 1922. 2292—22-2
[First publication, 2nd June, 1922]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } DAME MARIE-LOUISE-
No 3640. } BLANCHE McDO-
NALD, veuve de Sir Rodolphe Forget, PIERRE-
FRANÇOIS CASGRAIN, avocat, député à la
chambre des Communes du Canada et GILLES
FORGET, industriel, tous de la cité de Montréal,
en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de
feu Sir Rodolphe Forget en son vivant du même
lieu, agent de change, demandeurs; contre FRAN-
ÇOIS SAVARD ET ADJUTOR SAVARD, tous
deux de Saint-Siméon, journaliers, défendeurs.

1. Un lopin de terre ou emplacement situé dans le rang de Port-au-Persil, en la paroisse de Saint-Siméon, faisant partie du lot numéro 65 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Siméon, contenant un arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné d'un côté vers l'ouest à la route du quai, en avant vers le sud au terrain de L.-A. Bouliane, faisant partie du même lot, et des autres côtés au terrain de Ismael Dufour, faisant aussi partie du même lot, tel que ledit emplacement est actuellement—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Siméon, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
ELIE MALTAIS.

Malbaie, 8 mai 1922.
[Première publication, 29 avril 1922]
1723—17-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } DAME MARIE LOUISE
No. 3640. } BLANCHE McDO-
NALD, widow of Sir Rodolphe Forget, PIERRE
FRANCOIS CASGRAIN, advocate, member of
the House of Commons of Canada and GILLES
FORGET, manufacturer, all of the city of
Montreal, in their quality of testamentary exe-
cutors of the late Sir Rodolphe Forget in his
lifetime of the same place, broker, plaintiffs;
against FRANCOIS SAVARD AND ADJUTOR
SAVARD, both of Saint Siméon, laborers,
defendants.

1. A parcel of land or emplacement situate in the range of Port-au-Persil, in the parish of Saint Siméon, forming part of the lot number 65 of the official cadastre of the parish of Saint Siméon, containing one arpent in front by one arpent in depth, more or less; bounded on one side towards the west by the wharf road, in front towards the south by the land of L. A. Bouliane, forming part of the same lot, and on the other sides by the land of Ismael Dufour, also forming part of the same lot, as the said emplacement is actually—with all the buildings thereon erected

To be sold at the church door of the parish of Saint Siméon, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELIE MALTAIS,
Sheriff.

Malbaie, May 8th, 1922.
[First publication, 29th April, 1922]
1724—17-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 621, } LOUIS DUMOULIN, du can-
à savoir: } ton de Clifton, district de
Saint-François, cultivateur, demandeur; contre
ERNEST RAYMOND, du canton de Clifton,
district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un certain morceau de terre situé dans le septième (7) rang du canton de Clifton, connu et désigné sur les plans du cadastre et livre de renvoi officiels pour ledit canton, comme étant le lot numéro deux-C (2-C), contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hedgige-de-Clifton, JEUDI, le

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 621, } LOUIS DUMOULIN, of the
to wit: } township of Clifton, district
of Saint Francis, farmer, plaintiff; against ER-
NEST RAYMOND, of the township of Clifton,
district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A certain parcel of land situate in the seventh (7) range of the township of Clifton, known and designated on the official plan and book of reference for the said township, as being the lot number two C (2C), containing one hundred acres of land, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Hedgige-de-Clifton, on THURSDAY, the

SIXIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif.

Sherbrooke, 30 mai 1922. C.-E. THERRIEN.

[Première publication, 2 juin 1922]

2289—22-2

SIXTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,

Sherbrooke, 30th May, 1922.

Sheriff.

[First publication, 2nd June, 1922]

2290—22-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } ROYAL BANK OF
No 347 } CANADA, corps

politique et incorporé, ayant une place d'affaires en la cité de Shawinigan Falls, demanderesse; vs EMILE LAFRENIERE ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Emile Lafrenière, l'un des dits défendeurs, savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Mathieu, sur le douzièmerang du canton, de Caxton, de la contenance de trois arpents sur la profondeur dudtt rang; tenant d'un côté au nord par Eusèbe Poulin ou représentants et de l'autre côté par Luc Blais, père ou représentants, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dire paroisse de Saint-Mathieu, comme étant partie du lot numéro sept (ptie No 7) du dit douzième rangdu canton de Caxton avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saont-Maurice, le CINQUIEME jour de JUILLET prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif.

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 31 ami 1922. 2303—22-2

[Première publication, 2 juin 1922]

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } ROYAL BANK OF
No. 347. } CANADA, a body

politic and corporate, having a branch office in the city of Shawinigan Falls, plaintiff; vs EMILE LAFRENIERE ET AL, defedants.

As belonging to Emile Lafrenière, one of the said defendants, namely :

A lot of land situate in the parish of Saint Mathieu, in the twelfth range of the township of Caxton, containing three arpents in width by the depth of the said range; bounded on one side to the north by Eusèbe Poulin or representatives and on the other side by Luc Blais, senior or representatives, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Mathieu, as being part of the lot number seven (Pt. No. 7) of the said twelfth range of the township of Caxton, with the buildings thereon erected, circumstance and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Mathieu, in the county of Saint Maurice, the FIFTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, May, 31st., 1922. 2304—22-2

[First publication, 2nd June, 1922.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Champlain.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } NEREE MASSI-
No 354. } COTTE, deman-

deur; vs PIERRE LESIEUR ET AL, défendeurs.

Comme appartenant audit défendeur, Hercule Lesieur, savoir :

Les lots de terre situés dans le village de Saint-Georges, dans le comté de Champlain, maintenant connus et désignés sous les numéros de subdivision soixante-seize et soixante-dix-sept du numéro officiel mille vingt-cinq (76 et 77 de 1025) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, dans le comté de Champlain, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 10 mai 1922.

[Première publication, 13 mai 1922]

1991—19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } NEREE MASSI-
No. 354. } COTTE, plain-

tiff; vs PIERRE LESIEUR ET AL, defendants.

As belonging to the said defendant, Hercule Lesieur, namely:

The lots of land situate in the village of Saint Georges, in the county of Champlain, now known and designated under the subdivision numbers seventy six and seventy seven of the official lot number one thousand and twenty five (76 and 77 of 1025) of the hypothecary cadastre of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges, in the county of Champlain, the FOURTEENTH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 10th May, 1922.

[First publication, 13th May, 1922]

1992—19-2

"Clifford Investment Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mai 1922, constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, et William Patrick Creagh, sténographe, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Faire affaires comme compagnie de placements, faire des placements sur actions, obligations, débetures, parts, titres ou valeurs d'aucun gouvernement ou état, d'aucune puissance, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, sur bons, débetures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise que pourra assumer la compagnie ou que d'autres assumeront, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque, plans et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser, et replacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie disposera en aucun temps;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, assumer, se livrer à, exécuter tous genres d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres, exercer aucun autre commerce qui paraîtra propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets, ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur de la propriété de la compagnie, de la rendre profitable, ou d'en faciliter la réalisation;

Souscrire, acheter, prendre, ou autrement acquérir et détenir, comme principaux ou agents à titre de propriétaires absolus ou en garantie collatérale, avoir aussi la jouissance, vendre, échanger, voter sur, ou autrement trafiquer de parts, obligations, débetures et autres titres d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale, scolaire, industrielle ou financière ou autre, ou compagnie, émettre aussi des actions en paiement intégral ou partiel du prix d'achat des parts, obligations, débetures ou des autres titres que la compagnie acquerra;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune aventure ou entreprise, ou assumer, gérer ou disposer, d'aucune manière quelconque, d'aucune affaire ou entreprise dans laquelle la compagnie peut être intéressée, ou des titres sur lesquels elle aura placé ses deniers;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits, et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et réalités de toutes espèces;

Emettre des débetures, actions-hypothécaires,

"Clifford Investment Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1922, incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush-bookkeeper, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business of an investment company and to invest in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any moveable or immoveable property whatsoever, and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading, and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise, acquire, and to hold either as principal or agent, and absolutely as owner or as agent, collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company and to issue paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchise, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

To issue debentures, debenture stocks, bonds,

bons, obligations et titres de toute sorte, les rédiger, constituer et garantir, comme on le jugera à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par remise, instrument de cession, ou autrement, à perpétuité ou à terme, rachetables, convertibles ou autrement, les garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, sur aucuns biens et droits spécifiques, présents ou futurs de la compagnie, ou d'aucune autre manière quelconque;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et collecter l'argent pour aucune personne, corporation, firme ou cour judiciaire, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et cesser toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

Faire enquête, examen, audition et rapport relativement aux livres, à l'état, à l'avenir, aux affaires et conditions commerciales d'aucune personne, firme ou corporation, relativement aux circonstances d'aucune maison ou entreprise mercantile, et généralement sur l'actif, les biens ou les droits;

Agir comme agents ou procureurs pour transiger comme affaire, administrer les successions, vendre la propriété, placer et encaisser les deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, bons, billets et autres créances;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens, de leurs dépendants ou des parents de ces personnes, accorder des pensions et allowances, faire des paiements d'assurances souscrire ou garantir de l'argent pour fins philanthropiques, religieuses, fins charitables et bienveillantes, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité générale, publique aussi établir et sustenter, aider à établir et sustenter aucune association, institution, aucun fonds, aucune fiducie pour réaliser aucun de ces objets;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute affaire ou biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, équipement, fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou possédant

obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminal, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

To investigate, examine, audit and report on the books, standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payments towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent objects, of any public, general or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any of such object;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information as acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire, or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of

des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en actions du capital de la présente compagnie ou en obligations ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire de toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquiescer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles personnes;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquiescer autrement des actions, valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquiescer autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquiescer par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, lien, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement sur résolution, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour prendre à son nom la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont entière-

property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole

ment ou partiellement semblables à ceux de la compagnie; or in part to those of this company;

Vendre, louer ou autrement en disposer, du commerce, des biens, de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'iceux, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit par l'entremise de fiduciaires, de procureurs ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Clifford Investment Company", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2249 C.-J. SIMARD.

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Clifford Investment Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
2250 Assistant Provincial Secretary.

"Medical Arts Building Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1922, constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, Herbert William Jackson, teneurs-de-livres, George Robert Drennan, William Patrick Creagh, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échange, ou autrement, du terrain, des bâtisses, de la propriété immobilière d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, aucuns droits connexes à icelle et la faire valoir, comme on le croira bon, et particulièrement en faisant des lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, structures et commodités de toute espèce, comprenant plus particulièrement des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les praticiens des professions médicales, chirurgicale, dentaire, infirmière et autre, et pour l'exercice d'affaires en opérations quelconque, l'administration de services connexes ou se rattachant à ces professions ou s'y rapportant d'aucune manière, aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, collecter les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres des rafraichissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réumon, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que les directeurs croiront propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, ou

"Medical Arts Building Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1922, incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, Herbert William Jackson, bookkeepers, George Robert Drennan, William Patrick Creagh, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following, purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, or otherwise, land, buildings, and immoveable property of any tenure or description, and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account as may seem expedient, and in particular be preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing, and maintaining offices, flats, houses, appartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds including more particularly buildings specially adapted to provide facilities and accommodation for the practice of the medical, surgical, dental nursing and other professions and for the carrying on of any business or operations and the rendering of any service allied or incidental to such professions or in any way connected therewith, and by consolidating, or connecting, or subdividing properties, and by leasing, operating and disposing of the same; and to manage land, buildings, and other property situate as aforesaid whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages service and supplies, according to their profession or business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or

droits produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, ou qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucun propriété foncière ou personnelle que la compagnie croira nécessaire ou désirable, pour son commerce, et spécialement des machines, outillages, assortiment;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux, en paiement de leur prix d'achat;

Organiser et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, dans lesquels la compagnie est intéressée, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, récémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, jouir d'aucune charte, licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider,

render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trademarks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to

au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune autre personne, société, compagnie, ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement aucunes actions, débetures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation estimera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité par l'entremise d'autres personnes ou conjointement avec icelles, sous le nom de "Medical Arts Building Corporation".

Le fonds social de la compagnie projetée sera de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en 4,000 actions privilégiées cumulatives à 8% et en 6,000 actions ordinaires, toutes de \$100.00 au pair chacune. Ledit capital privilégié à 8% comportera et sera sujet aux préférences, préséances, privilèges et conditions suivantes, savoir:

1. Les porteurs de ces actions privilégiées auront droit de recevoir, sur les bénéfices de la compagnie, comme charge première, un dividende cumulatif privilégié fixé de huit pour cent par année, mais non plus, sur le capital alors versé sur ces actions respectivement. Ledit dividende privilégié sera payable semi-annuellement.

2. Advenant liquidation de la compagnie, le porteur desdites actions privilégiées aura droit à ce que l'excédant de l'actif de la compagnie soit imputé d'abord au paiement de montant qu'il aura versé sur ces actions privilégiées dont il sera le détenteur ainsi qu'au service de tous arrérages de dividendes dus jusqu'au début de la liquidation, déclarés ou non, mais n'auront pas droit de participer plus amplement dans cet excédant de l'actif;

3. Sur résolution du conseil d'administration, la totalité ou aucune partie des actions privilégiées, alors émises peut être rappelée et rachetée par la compagnie, à chaque échéance d'intérêt postérieure au 1er janvier 1926, par les administrateurs participants à cette résolution, à \$110.00 par part, avec tous dividendes en souffrance, s'il y en a, déclarés ou non, à ou avant la date à laquelle ledit capital est rachetable, peut être remboursé ou retrait, à ce prix ou à un prix moindre à celui auquel il peut s'obtenir sur le marché libre, ou dans une rente privée. Au cas

aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately, required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole of any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as a reincidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Medical Arts Building Corporation".

The capital stock of the proposed company shall consist of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into 4,000 shares of 8% cumulative preferred stock and 6,000 shares of common stock all of the par value of \$100.00 each. The said 8% preferred stock shall carry and be subject to the preferences, priorities, privileges and conditions following, that it to say:

1. The holders of such preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company as a first charge a fixed cumulative preferential dividend at the rate of eight percent per annum, and no more, on the capital for the time being paid up on such shares respectively. The said preferential dividend shall be payable semi-annually.

2. That in the event of the company being wound up, the holder of the said preferred shares shall be entitled to have the surplus assets of the company applied in the first place to paying to them the amount paid up on the preferred shares held by them respectively, and any arrears of dividend up to the commencement of the winding up, whether declared or not, but shall not be entitled to any further participation in such surplus assets.

3. By resolution of the board of directors all or any part of the preferred shares at the time outstanding may be called and redeemed by the company, on any interest date, subsequent to the 1st day of January, 1926 by the directors in such resolution at \$110.00 a share, together with any unpaid dividends, if any, which shall have become due whether declared or not, on or previous to the date on which the said stock is to be redeemed or may be purchased or retired at that or any less price at which the same can be obtained on the open market, or by private sale. In case less

où de retrait d'une partie du capital privilégié émis, les administrateurs tireront au sort les actions rachetables. Le prix d'achat du capital ainsi retrait sera payable au siège social de la compagnie ou à un autre endroit, s'il en est, aux termes de la résolution de rachat, avis de rappel mentionnant la date de réméré, l'endroit de paiement du prix d'achat du capital racheté sera envoyé à chaque porteur d'actions à retraire dont l'adresse est dans les livres de la compagnie, à son adresse y insinuée, au moins vingt jours avant la date du rachat. Après cette date, les porteurs de certificats de parts ainsi rachetables cesseront de participer aux dividendes futurs, à d'autres droits ou privilèges, en tant qu'actionnaires, afférents à ces parts. Quant à leurs certificats, ils auront droit au seul paiement du montant susmentionné.

4. Lesdites actions privilégiées ne conféreront pas aux détenteurs d'icelles le droit de voter à aucune assemblée générale des actionnaires de la compagnie, pourvu, cependant, que nulle modification ou altération des droits, privilèges et restrictions, inhérents auxdites actions de priorité ne soient, effectuée sans l'approbation manifestée par les votes des actionnaires représentant au moins les trois quarts en valeur dudit capital privilégié alors émis, en réunion spéciale des actionnaires privilégiés dûment convoquée pour en délibérer.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2259 C.-J. SIMARD.

than all the outstanding preferred stock is so called, the directors shall determine by lot the preferred shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the head office of the company or at such other place, if any, as the resolution making the call shall specify. Notice of such call setting forth the date for which the call is made, and the place at which the purchase price of the stock so called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered not later than twenty days prior to the date for which the call is made. After such date the holders of certificates for stock so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders with respect to such stock, and shall be entitled in respect to their certificates only to the payment of the amount specified hereinabove.

4. That the said preferred shares shall not confer upon the holders thereof any right of voting at any general meeting of the shareholders of the company, provided, however, that no alteration or amendment to the rights, preferences and limitations attaching to the said preferred shares shall be made unless with the approval of the votes of shareholders representing at least three-fourths in value of the said preferred stock then outstanding at a special meeting of preferred shareholders duly called for considering the same.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2260 Assistant Provincial Secretary.

"Loose Leaf & Stationery Specialty, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1922, constituant en corporation: J. Albert Granger, papetier, Arthur Yvon, avocat, Victor Chabot, étudiant-en-droit, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre ou autrement faire commerce de régistres, caisses perpétuelles, livres de comptabilité à feuillets mobiles, livres de compte, papeterie, ameublements de bureaux, dispositif et accessoires, systématiser les méthodes d'affaires, les livres de comptabilité des corporations, compagnies, sociétés, personnes privées, donner l'information nécessaire à l'introduction et à l'usage des systèmes que fabriquera la compagnie;

D'une manière générale, faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, imprimeurs sur plaques métalliques et stanniques, cartographes, fabricants de papiers-peints et de jeux de cartes, lithographeurs, photographes, graveurs, stéréotypeurs électrotypeurs, graveurs en relief et en creux, éditeurs et relieurs, fabricants de papiers, d'enveloppes, sacs et boîtes, papetiers, manufacturiers, agents de publicité, commerçants et vendeurs d'articles de fantaisie, fournitures de bureaux et autres;

Acheter, vendre, manufacturer, faire commerce de, exploiter et trafiquer d'installations, machines, outils, ameublements, accessoires,

"Loose Leaf & Stationery Specialty, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1922, incorporating: J. Albert Granger, stationer, Arthur Yvon, advocate, Victor Chabot, student in law, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell or otherwise deal in account registers, perpetual ledgers, loose leaf accounting systems, account books, stationery, office furniture, devices and supplies and to systematize business methods and accounts of corporations, companies, partnerships, and private individuals, and to give instruction adapted to the introduction and working of the systems manufactured by the company;

To carry on business generally as printers, publishers, metal and tin plate printers, map makers, manufacturers of wall paper and playing cards, lithographers, photographers, engravers, stereotypers, electrotypers, embossers, engrossers, book publishers, bookbinders, paper makers, envelope and paper bag and box makers, stationers, manufacturers, advertising agents, dealers in and vendors of novelties, office and other supplies;

To buy, sell, manufacture, trade, work and deal in plant, machinery, tools, furniture, supplies, appliances and all articles requisite in,

appareils de tous articles requis, servant ou connexes à, pouvant servir en rapport avec les, dits arts et industries ou aucun d'iceux;

Imprimer, publier, faire circuler, gérer et vendre des papiers-nouvelles, journaux, revues, périodiques, pamphlets, magazines, livres, annonces, cartes, gravures, lithographeurs, eaux-fortes, gravures sur bois, électrotypes, images et illustrations;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de tout genre et description d'enseignes, cartes de publicité, objets d'arts, étiquette, plaques onomastiques, écussons, boutons, calendrier ou d'autres articles, et généralement d'effets de toute sorte servant à la publicité mercantile et à d'autres fins;

Faire affaires comme marchands, manufacturiers et commerçants de confectionné avec toute substance, du carton et d'autres préparations, produits et articles de papier ou de pâtes de bois, aussi manufacturer, vendre, acheter, vendre et faire le commerce des bois de toute catégorie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, payer ces achats ou acquisitions en tout ou en partie en argent, ou, en paiement ou en paiement partiel d'iceux émettre et livrer des actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant la compensation que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Construire, améliorer, maintenir et contrôler des manufactures, entrepôts, boutiques, magasins ainsi que d'autres structures et commodités qu'on croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et déposer de marques et noms de commerce, brevets d'invention, licences, concessions, formules, plans industriels paraissant convenir à aucun des objets de la compagnie;

Faire société ou conclure des arrangements relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé par la compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débetures ou autres titres;

Accepter en paiement d'aucune dette envers la compagnie les parts, actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, signer, payer et émettre des billets promissaires, lettres

used or connected with or which can or may be used in connection with the said arts and businesses or any of them;

To print, publish, circulate, conduct and sell newspaper, journals, reviews, periodicals, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electrotypes, pictures and illustrations;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign, show-card, novelty, label, name plate, badge, button, calendar or other device and generally in specialties of all kinds to be used in advertising for commercial and other purposes;

To carry on the business of merchants, manufacturers and dealers in paper made from any material, cardboard and other preparations, products and manufactures of paper or pulp, and to manufacture, sell buy and deal in wood and lumber of all kinds;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business; and to pay for such purchases or acquisitions in whole or in part in cash, or, in payment or part payment of same, to issue and deliver fully paid-up and non assessable shares of the company's capital stock;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To construct, improve, maintain and control manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directl or indirectly to advance to company's interests;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on business which the company in authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire and dispose of any trade marks, trade names, patents of inventions, licenses, concessions, formulas, industrial designs which may seem fit to be used for any of the purposes of the company;

To enter into partnership or into arrangements for sharing of profits, union of interests, with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted by the company;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities;

To accept in payment of any debt due to the company stocks, shares, bonds, debentures or securities of any company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make accept, endorse, sign, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

de change, connaissements, mandats et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes ou aucune des choses qu'autorisent les lettres-patentes soit comme principaux soit comme agents;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "Loose Leaf & Stationery Specialty, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2261

C.-J. SIMARD.

"Hachey, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1922, constituant en corporation: Alfred-J. Hachey, Elzéar Moisan, tous deux négociants, de la cité de Québec, et J.-Théophile Lamontagne, négociant de Sainte-Marie-de-Beauce, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, fabriquer tous genres d'objets, d'articles, de marchandises en se servant de toutes matières premières; exercer en général l'industrie d'entrepreneur et de constructeur pour tous genres d'entreprises ou de constructions, en se servant de toutes sortes de matériaux;

S'occuper de l'industrie, de l'exploitation et du commerce des produits chimiques et des engrais;

Exercer l'industrie et le commerce de restaurateur, maître de pension, pour les fins de la compagnie;

Acheter, vendre, préparer pour le marché et faire le commerce de charbon, bois, bestiaux viandes et autres marchandises ou produits, pour les fins ci-dessus, faire les affaires de voituriers par terre et par eau par moteur, d'entrepôts, de propriétaires et de gardiens de quais, de propriétaires de barges, de sauveteurs, souscripteurs d'assurances et d'assureurs de bâtiments, de marchandises ou autres propriétés, de marchands de glace, de propriétaires d'entrepôts de réfrigérateurs;

Exercer toute autre affaire ou entreprise, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'exercer en rapport avec ce que ci-dessus mentionné ou qui semblera devoir, directement ou indirectement, rendre plus profitable les propriétés, droits ou affaires de la compagnie;

Acquérir, exploiter et conduire, en tout ou en partie, les affaires, actif, propriétés, entreprises, passif de toutes personnes, syndicats, compagnies, corporations s'occupant de toutes affaires dont la compagnie est autorisée à s'occuper ou de toutes affaires similaires;

Vendre, aliéner, louer en tout ou en partie, ou autrement en disposer, l'actif, les propriétés, les droits ou l'entreprise de la compagnie, pour prix, considérations, termes et conditions jugés convenables, et, en particulier, accepter comme paiement des actions, actions obligatoires, bons, obligations, débiteures ou toutes autres garanties de toute autre compagnie poursuivant les objets en tout ou en partie similaires à ceux poursuivis par cette compagnie;

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all or any of the above things authorized by the letters patents either as principals or agents;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs, under the name of "Loose Leaf & Stationery Specialty, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2262

Assistant Provincial Secretary.

"Hachey, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1930, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1922, incorporating: Alfred J. Hachey, Elzéar Moisan, both merchants, of the city of Quebec, and J. Théophile Lamontagne, merchant, of Sainte-Marie-de-Beauce, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture, fabricate all kinds of goods, wares and merchandise by utilizing any raw materials; to carry on generally the business of contractor and builder for all kinds of undertakings and constructions, by utilizing all kinds of materials;

To manufacture, exploit and deal in chemical products and fertilizers;

To carry on the trade and business of restaurateur, boardinghouse keeper for the company's purposes;

To buy, sell, prepare for the market and deal in coal, wood, cattle, meat and other merchandise or products, for the above purposes, carry on the business of carriers by land and water, motor, warehousemen, wharfingers and wharf owners, barge owners, salbagers, insurance underwriters and assurers of vessels, merchandise or other property, ice merchants, owners of warehouses and cold storage plants;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or which may seem calculated to directly or indirectly render more profitable the property, rights or business of the company;

To acquire, exploit and conduct, in whole or in part, the business, assets, properties, undertakings liabilities of any persons, syndicates, companies, corporations carrying on any businesses that the company is authorized to carry on or any other similar business;

To sell, alienate, lease, in whole or in part, or otherwise dispose of the assets, properties, rights or undertakings of the company for such price and consideration and on such terms and conditions as may be deemed fit, and, in particular to accept in payment of the same shares, debenture-stock, bonds, obligations, debentures or any other securities of any other company pursuing objects in whole or in part similar to those pursued by this company;

Faire des conventions, arrangements ou contrats avec toute municipalité locale ou autre qui peuvent sembler avantageux à la compagnie ou en rapport avec quelques-uns des objets dont la compagnie a le droit de s'occuper, et obtenir de toutes telles autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie trouvera désirable;

Exécuter, remplir et exercer tout ce qui sera nécessaire en rapport avec lesdits arrangements, conventions, contrats, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir toute compagnie dont les fins, l'objet et le but sera d'acheter et d'acquérir, en tout ou en partie et de s'en charger, les affaires, propriétés, actif, entreprises et passif de la compagnie ou pour toutes autres fins qui pourront paraître directement ou indirectement être au bénéfice de la compagnie;

Acheter, louer, échanger, posséder ou autrement acquérir toute propriété personnelle et tous droits, privilèges ou franchises que la compagnie croira nécessaire pour les fins de ses affaires;

Adopter tels moyens qui lui semblera convenables pour faire connaître les produits et les marchandises de la compagnie, et, en particulier, annoncer dans la presse, annoncer au moyen de circulaires, exposer des produits, des œuvres d'art, publier des livres, des journaux, des périodiques, des brochures, octroyer des prix et des récompenses;

Payer toute acquisition faite, avantages, services rendus, ou toute considération de quelque nature que ce soit, que la compagnie pourra juger bon, utile ou avantageux ou nécessaire de payer, en argent comptant, ou avec le consentement des actionnaires en actions libérées ou en partie libérées, en bons, obligations, débiteures ou autre valeur quelconque de la compagnie;

S'assurer, ou conclure des arrangements au sujet des partages des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, avec toutes personnes ou compagnies exerçant ou à la veille d'exercer une industrie ou transaction que cette compagnie jugera capable d'exercer et de conduire, de prêter des fonds à cette personne ou à cette compagnie, de garantir ses contrats ou autrement l'aider; prendre ou acquérir les actions ou valeurs de telles autres compagnies et les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèce ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus ou de toute autre manière, toute propriété ou actif de la compagnie ou le produit de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et, en particulier, des actions, actions-obligations, débiteures ou autres garanties qui appartiendront à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer;

Exercer l'un des ou les pouvoirs ci-dessus mentionnés, soit comme principal et faire toute autre acte avantageux à la compagnie pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés;

Signer, accepter ou endosser tous les effets de commerce en vertu de la loi des banques et tous autres instruments négociables ou transférables;

Payer à même les fonds de la compagnie ou avec l'approbation des actionnaires en actions de la compagnie toutes dépenses et commissions pour la vente, l'obtention de souscription, pour actions du capital-actions de la compagnie, soit vendus ou souscrits avant ou après l'émission de

To enter into any agreements, arrangements or contracts with any municipality, local or otherwise, that may appear advantageous to the company or in connection with any of the objects which the company is empowered to engage in and to obtain from such authorities any rights, privileges and concessions that the company may think desirable;

To execute, carry out and exercise everything that may be necessary in connection with the said arrangements, agreements, contracts, rights, privileges and concessions;

To promote any company for the purpose, object and intention of buying and acquiring, in whole or in part and taking over the properties, assets and undertakings and liabilities of the company or for any other purpose which may be directly or indirectly calculated to benefit the company;

To buy, lease, exchange, possess or otherwise acquire any personal property and any rights, privileges and franchises which the company may think necessary for its business purposes;

To adopt such means of making known the products and merchandise of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by distribution of circulars, exhibition of the products, works of art, the publication of books, newspapers, periodicals, pamphlets, the granting of prizes and awards;

To pay for any acquisition made, advantages, rendered or any consideration of any kind whatever which the company may think fit, useful, advantageous or necessary to pay, in cash or with the approval of the shareholders in paid up or partly paid up shares, bonds, obligations, debentures or other securities whatever of the company;

To secure or enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession with any person or companies carrying on or about to carry on a business or transaction which may appear to the company capable of being carried on by it and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist such persons or companies; take or otherwise acquire the shares or securities of any such other companies and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To distribute to the shareholders of the company, in kind or otherwise, on resolution of the board of directors, by way of dividends, bonus or otherwise, any property or assets of the company, or the proceeds of the sale or alienation of any property of the company, and, in particular, shares debenture-stock, debentures or other securities belonging to this company or which this company has power to dispose of;

To exercise any or all of the powers above mentioned, either as principal and to do any other act advantageous to the company for the attainment of the foregoing purposes;

To draw, accept or endorse all commercial instruments under the Bank Act and any other negotiable and transferable instruments;

To pay out of the funds of the company or with the approval of the shareholders in shares of the company, any expenses and commission for the sale, obtaining of subscription for shares of the capital stock of the company, whether sold or subscribed for before or after the issue of its let-

es lettres patentes, et payer aussi en action le coût, les dépenses ou honoraires encourus pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Acheter, détenir et disposer des actions du capital-actions, des bons, ou autres garanties de toute autre compagnie, corporation, syndicat ou personnes engagées de quelque manière que ce soit dans tout ou partie des affaires dont la compagnie a le pouvoir de s'occuper;

Vendre, aliéner tout ou partie des droits, actif de la compagnie pour de l'argent comptant, des actions, bons ou débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie;

Exercer tout autre pouvoir qui pourra être jugé avantageux, nécessaire d'une manière directe ou indirecte à la compagnie pour atteindre l'une ou toutes les fins ci-dessus mentionnées, mais non contraire à la loi, sous le nom de "Hachey, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
226 ; C.-J. SIMARD.

ters patent, and to pay also with paid up shares the cost, expenses and fees incurred for the incorporation and organisation of the company;

To buy, hold and dispose of shares of the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation, syndicate or persons engaged in any manner whatever in the whole or part of the business which this company is empowered to carry on;

To sell, alienate the whole or part of the rights, assets of the company for cash, shares, bonds debentures, obligations or securities of any other company;

To exercise any other power which may appear to the company directly or indirectly advantageous and necessary for the attainment of any or all of the above mentioned purposes but not contrary to law, under the name of "Hachey, Limited" with a total capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2264 Assistant Provincial Secretary.

" Wolfe Furs, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1922, constituant en corporation: Abraham Wilfred Muhstock et Isidore Ballon, avocats, Laurence Tannenbaum, notaire public, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Exercer en gros et au détail le commerce et le négoce consistant à trafiquer de toutes espèces de fourrures brutes et ouvrées, des pelleteries, du ginseng, de même qu'à être manufacturiers d'articles de fourrures de toute catégorie et description;

Agir comme agents, procureurs ou marchands à commission pour tous genres de maisons manufacturières, industrielles et commerciales, trafiquant de marchandises de toute catégorie et description, ouvrées ou non ouvrées;

Acquérir par achat, louage en échange des terres et propriétés immobilières de toute espèce et catégorie quelconque, acquérir aussi par achat, bail ou échange, et bâtir, construire, réparer des maisons, magasins, bâtiments, fabriques, usines, et généralement toute espèce de propriétés mobilières et immobilières, les payer en argent, en actions de la présente compagnie, en obligations ou autrement, aussi les hypothéquer, grever, vendre et aliéner d'aucune manière quelconque, agir encore comme agents aux fins d'acheter ou de vendre aucune propriété immobilière;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourrait exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou qui serait alliée à l'industrie de la présente compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

" Wolfe Furs, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day of May, 1922, incorporating: Abraham Wilfred Muhstock, and Isidore Ballon, advocates, and Laurence Tannenbaum, notary public, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in all kinds of raw and dressed furs, pelts, ginseng, as well as manufacturers of fur products of every kind and description;

To act as agents, attorneys or commission merchants for all kinds of manufacturing, industrial and mercantile concerns, dealing in manufactured or unmanufactured merchandise of every kind and description;

To acquire, by purchase, lease or exchange, lands and immoveable properties of every description and kind whatsoever, and to acquire by purchase, lease or exchange and build, construct and repair houses, stores, buildings, factories, plants and generally all kinds of property, moveable and immoveable and to pay for same in cash, shares of this company, bonds or otherwise, and mortgage, pledge, sell and dispose of same in any way whatsoever, and also to act as agents for the purpose of buying or selling any immoveable property;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on; or possessed of property suitable for the purpose of the company;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements, relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou des dépenses, la union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes, sociétés, associations ou compagnie; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de ces dites sociétés, associations ou compagnies, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, tous arrangements qui sembleront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exercer, exécuter et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet que la compagnie croira propre à lui profiter directement ou indirectement;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, mettre en valeur ou autrement troquer tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Garantir, cautionner, se rendre responsable du, paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque d'aucune autre corporation;

Vendre et disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la corporation estimera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité,

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership, or into any arrangement for shoring of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issued, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain; and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or compagnies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgages, dispose of turn, to accounts, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy and license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges,

des franchises, concessions, droit, ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer, aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître le commerce de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité; et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Wolfe Furs, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2227 C.-J. SIMARD.

which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds or assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books, and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with other;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Wolfe Furs, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2228 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"The Major Manufacturing Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de mai 1922, à "The Major Manufacturing Co., Limited", lui octroyant les pouvoirs additionnels suivants:

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre qui paraîtra propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, personnelle, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou avant-

"The Major Manufacturing Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1922, to "The Major Manufacturing Co., Limited", granting it the following additional powers:

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire an trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or con-

geux aux objets de son commerce, et particulièrement la machinerie, l'outillage et le fonds de commerce;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie, émettre des actions libérées, des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir, devenir actionnaire dans, une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre objet susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, garantir le remboursement du capital, le service des intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres titres de la compagnie, ainsi que l'exécution des obligations par icelle;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou tout industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats et prendre ou acquérir autrement des actions de valeurs de cedités sociétés, associations ou compagnies, et les vendre, les détenir, les réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, du capital, ou d'autres titres d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exercer aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, jouir d'aucune charte, licence, pouvoir autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucune des actions, obligations et valeur de la compagnie, à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autrement aucune autre personne, société, compagnie, ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement aucunes actions, débetures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie consti-

venient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing or profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed

tuée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation estimera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées,

comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité par l'entremise d'autres personnes ou conjointement avec icelles, sous le nom

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2247 C.-J. SIMARD.

to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of an other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1922.

C. J. SIMARD,
2248 Assistant Provincial Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procureur- } requête Nous a été
Général. } présentée demandant de
détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore, dans la première division du comté de Témiscamingue, les lots No 56 à 61 inclusivement du 5e rang du canton de Laverlochère, et de les annexer à la municipalité de Fugèreville, dans la première division du comté de Témiscamingue.

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, et qu'il restera à la municipalité de Fugèreville, après cette annexion, une population de plus de 300 âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes, que les lots No 56 à 61 inclusivement du 5e rang du canton de Laverlochère, sont détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Isidore et sont annexés à la municipalité de Fugèreville et font partie de cette dernière municipalité à compter de ce jour.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS applica-
Deputy-Attorney- } tion has been
General. } made to Us, by petition,
to detach from the municipality of the parish of Saint-Isidore, in the first division of the county of Temiscamingue, the lots Nos. 56 to 61, inclusively, of the 5th range of the township of Laverlochère, and to annex them to the municipality of Fugèreville, in the first division of the county of Témiscamingue.

WHEREAS all the requirements of the Musical Code in that regard have been observed, and that there shall still remain in the municipality of Fugèreville, after this annexation, a population of 300 hundred souls;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare, by these presents that the lots Nos. 56 to 61, inclusively, of the 5th range of the township of Laverlochère, are detached from the municipality of the parish of Saint-Isidore and are annexed to the municipality of Fugèreville on and from this day.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of

Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTHIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
2309 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec,
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procur- } requête Nous a
Général. } été présentée demandant
de détacher de la municipalité de Paspébiac, et de l'ériger en municipalité distincte, le territoire ci-après décrit, situé dans le canton de Cox, dans le comté de Bonaventure;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions voulues pour former une municipalité, et qu'après sa séparation de la municipalité de Paspébiac, il restera à cette dernière municipalité une population de plus de 300 âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons par les présentes, que le territoire dont les bornes, en référence aux données du cadastre officiel du canton de Cox, sont les suivantes, savoir:

Le territoire—dans le comté de Bonaventure—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de: La municipalité de Paspébiac-ouest, est pris dans le canton de Cox et sera détaché de la municipalité de Paspébiac; ses bornes, en référence aux données du plan cadastral officiel du canton de Cox sont les suivantes, à savoir:

Au nord: la Baie des Chaleurs, depuis le lot numéro cent quinze (115),—près du pont Scott,—jusqu'à la route Day;

A l'ouest: la municipalité de New-Carlisle, dont la limite—en conformité de la loi 40 V., c. 43—s'établit à cet endroit par une ligne brisée passant à l'est des lots cadastraux numéros 115, 572, 760, 1051 et du lot primitif numéro huit (8) dans chacun des rangs de deux (II) à quatorze (XIV) ouest de Paspébiac, inclusivement;

Au nord, les terres vagues de la Couronne;

A l'est: les routes Day et Le Bouthillier et, leur faisant suite en prolongement, la ligne séparant les rangs est des rangs ouest de Paspébiac, communément appelée "la Grand'ligne de Paspé-

biac, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTIETH day of MAY, in the Year of Our Lords, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

2310 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec,
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS applica-
Deputy-Attorney- } tion has been
General. } made to Us, by petition,
to detach from the municipality of Paspébiac, and to erect it into a separate municipality, the territory hereinafter described, situated in the township of Cox, in the county of Bonaventure;

WHEREAS, all the requirements of the municipal Code in that regard have been observed, and that the said territory is within the required conditions to form a municipality, and that after its separation from the municipality of Paspébiac, there shall still remain in the latter municipality a population of over 300 souls.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare, by these presents, that the territory, the boundaries of which, with reference to the official cadastre of the township of Cox, are as follows, namely:

The territory—in the county of Bonaventure—to be erected into a separate municipality, under the name of "The municipality of Paspébiac west," is taken in the township of Cox and shall be detached from the municipality of Paspébiac; its boundaries, with reference to the official cadastral plan of the township of Cox, are as follows, namely:

On the north: the Baie des Chaleurs, from the lot number one hundred and fifteen (115),—near Scott's bridge,—up to the Day road;

On the west: the municipality of New-Carlisle, the limit of which—in accordance with the Act 40 V., c. 43—is, at that place, a broken line passing to the east of the cadastral lots numbers 115, 572, 760, 1051 and of the original lot number eight (8) in each of the ranges from two (II) to fourteen (XIV) west of Paspébiac, inclusively;

On the north: the vacant lands of the Crown;

On the east: the Day and Le Bouthillier roads, and their production, the line separating the east ranges from the west ranges of Paspébiac, commonly called "la Grand'ligne de Paspébiac",

biac", est détaché de la municipalité de Paspébiac et forme, à compter de ce jour, une municipalité distincte sous le nom de "La municipalité de Paspébiac-ouest".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2311

C.-J. SIMARD.

is detached from the municipality of Paspébiac and forms on and from this day, a separate municipality under the name of "The municipality of Paspébiac west".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTIETH day of MAY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2312

Bureau-chef

Avis est donné que la compagnie "Hyde Park Clothes, Limited," constituée en corporation en date du vingtième jour de mars 1922, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 50 de la rue Sainte-Catherine-Ouest.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-huitième jour de mars 1922.

2313

Le secrétaire,

O. C. SEIGEL.

Head Office.

Notice is hereby given that the company "Hyde Park Clothes, Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth day of March, 1922, and having its principal place of business in the city of Montreal, has established its office at No. 50 Saint Catherine street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, the twenty eighth day of March, 1922.

2314

O. C. SEIGEL,

Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 22

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Aubin vs Mailhot.....	1328
" Benoit vs Fournier.....	1329
" Boulanger vs Villemure.....	1329
" Chalifoux vs Thomas.....	1329
" Cohen vs Kauffman.....	1329
" Cornoyer vs Jolivet.....	1328
" Desrochers vs Bisailon.....	1329
" Dufault vs Dufour.....	1329
" Lahaie vs Demers.....	1327
" Major vs Cloutier.....	1328
" Pagé vs Leduc.....	1328
" Parent vs Ruel.....	1327
" Thibodeau vs St-Germain.....	1327
" Tremblay vs Tremblay.....	1328
" Veilleux vs Rodrigue.....	1327
" Vineberg vs Vineberg.....	1327
" Wolofsky vs Silverstein.....	1328

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1307

Index of the Quebec Official Gazette, No 22

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Aubin vs Mailhot.....	1238
" Benoit vs Fournier.....	1239
" Boulanger vs Villemure.....	1329
" Chalifoux vs Thomas.....	1329
" Cohen vs Kauffman.....	1329
" Cornoyer vs Jolivet.....	1328
" Desrochers vs Bisailon.....	1329
" Dufault vs Dufour.....	1329
" Lahaie vs Demers.....	1327
" Major vs Cloutier.....	1328
" Pagé vs Leduc.....	1328
" Parent vs Ruel.....	1327
" Thibodeau vs St-Germain.....	1327
" Tremblay vs Tremblay.....	1328
" Veilleux vs Rodrigue.....	1327
" Vineberg vs Vineberg.....	1327
" Wolofsky vs Silverstein.....	1328

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1307

AVIS DIVERS :—

Montreal-Ontario Mines Company, Lt'd. 1330

BUREAU-CHEF :—

Hyde Park Clothes, Limited. 1365

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

La compagnie A. R. Clarke & Company. 1330
 La compagnie United Securities & Investments, Lt'd. 1331
 La compagnie Corrizo Extract Company. 1330
 La compagnie The Whyte Packing Co., Lt'd. 1330

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Mun. scol. Girardville. 1323
 " Messine. 1323
 " Sacré-Cœur-de-Jésus. 1323
 " Saint-Sébastien. 1323
 " Saint-Sylvère. 1323
 " Saint-Armand-Ouest. 1322
 " ville Joliette. 1323

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—

Route Lévis-Sherbrooke. 1325

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La Compagnie d'assurance de Saint-Nérée. 1324

EXAMENS :—

Desortie à l'école des hautes études commerciales. 1331

LETTRES PATENTES :—

Alliance Catholique des professeurs de Montréal, inc. 1311
 B. V. Gougeon, ltée. 1319
 Canadian Wood Cement Co., Inc. 1313
 Clifford Investment Company. 1349
 Club de Victoriaville, ltée. 1315
 Club social Cartier-McDonald, ltée. 1318
 Couture, Larivière, ltée. 1320
 Hachey, ltée. 1357
 La compagnie d'essence Gauvin, ltée. 1314
 Linens, Lt'd. 1321
 L'Institut musical du Canada, inc. 1317
 Loose Leaf & Stationery Specialty, Lt'd. 1355
 Lussier & Frère, ltée. 1313
 Medical Arts Building Corporation. 1352
 Plow & Waters, Lt'd. 1309
 Wolfe Furs, Lt'd. 1359

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Les textiles du golfe, ltée. 1322
 The Major Manufacturing Co., Lt'd. 1361

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Mathias-de-Dixville. 1324

MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de Jos.-Lionel Girouard. 1332

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Montreal-Ontario Mines Company, Lt'd. 1330

CHIEF-OFFICE :—

Hyde Park Clothes, Limited. 1365

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

The company A. R. Clarke & Company. 1330
 The company United Securities & Investments, Lt'd. 1331
 The company Corrizo Extract Company. 1330
 The company The Whyte Packing Co., Lt'd. 1330

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School mun. Girardville. 1323
 " Messine. 1323
 " Sacré-Cœur-de-Jésus. 1323
 " Saint-Sébastien. 1323
 " Saint-Sylvère. 1323
 " Saint-Armand-West. 1322
 " town Joliette. 1323

ROADS DEPARTMENT :—

Levis-Sherbrooke road. 1325

TREASURY DEPARTMENT :—

La Compagnie d'assurance de Saint-Nérée. 1324

EXAMINATIONS :—

Final examinations of the school for Higher Commercial Studies. 1331

LETTERS PATENT :—

Alliance Catholique des professeurs de Montréal, inc. 1311
 B. V. Gougeon, Lt'd. 1319
 Canadian Wood Cement Co., Inc. 1313
 Clifford Investment Company. 1349
 Club de Victoriaville, ltée. 1315
 Club social Cartier-McDonald, ltée. 1318
 Couture, Larivière, ltée. 1320
 Hachey, ltée. 1357
 La compagnie d'essence Gauvin, ltée. 1314
 Linens, Lt'd. 1321
 The Musical Institute of Canada, Inc. 1317
 Loose Leaf & Stationery Specialty, Lt'd. 1355
 Lussier & Frère, ltée. 1313
 Medical Arts Building Corporation. 1352
 Plow & Waters, Lt'd. 1309
 Wolfe Furs, Lt'd. 1359

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Les textiles du golfe, ltée. 1322
 The Major Manufacturing Co., Lt'd. 1361

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Farmer's club of the parish of Saint-Mathias-de-Dixville. 1324

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Jos. Lionel Girouard. 1332

NOMINATIONS :—

Cour des commissaires: Saint-Mathias-de-Cabano..... 1308

PROCLAMATIONS :—

Saint-Cléophas..... 1308
Saint-Isidore..... 1363
Paspébiac..... 1364

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Dominion Express Co..... 1332

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Bureau, Ildever..... 1334
Deslauriers, Emile..... 1332
Ducharme, Adélarde..... 1333
Leclerc, Léonidas..... 1334
Massé, Philias..... 1334
Office Requirements, Limited..... 1335

VENTES PAR LICITATION :—

Katadotis vs héritiers Panos..... 1335
Maggison (Dme) vs Roy *et al.*..... 1336

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

La fonderie de Plessisville vs Pinard.... 1337

BEAUCE :—

P.-T. Légaré, ltée vs St. Hilaire..... 1337

BEAUHARNOIS :—

Thibault vs Benoit..... 1337

GASFÉ :—

Dargy (Dme) vs Francoeur..... 1338
Kenedy vs Bond..... 1338

HULL :—

Lacroix vs Lavictoire..... 1339

JOLIETTE :—

La Banque d'Hochelaga vs Poudrier.... 1339

MONTMAGNY :—

Lacroix Limitée, vs Murtha..... 1339

MONTREAL :—

Harwood *et al* vs Dumberry *et al.*..... 1340
Howard vs héritiers Hughes..... 1341
La cité d'Outremont vs Angers..... 1342
La cité d'Outremont vs Delle Pick..... 1342
La ville de Montréal-Est vs Beaudoin *et al* 1343
The Trust & Loan Company of Canada vs Zelniker *et al.*..... 1341

QUÉBEC :—

Carrier vs Dme Samson..... 1344
Laferté vs Racine..... 1344
P.-T. Légaré, ltée vs Boisclair *et al.*..... 1344

APPOINTMENTS :—

Commissioners' Court: Saint-Mathias-de-Cabano..... 1308

PROCLAMATIONS :—

Saint-Cléophas..... 1308
Saint-Isidore..... 1363
Paspébiac..... 1364

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Dominion Express Co..... 1332

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Bureau, Ildever..... 1334
Deslauriers, Emile..... 1332
Ducharme, Adélarde..... 1333
Leclerc, Léonidas..... 1334
Massé, Philias..... 1334
Office Requirements, Limited..... 1335

SALES BY LICITATION :—

Katadotis vs heirs Panos..... 1335
Maggison (Dme) vs Roy *et al.*..... 1336

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

La fonderie de Plessisville vs Pinard.... 1337

BEAUCE :—

P.-T. Légaré, ltée vs St. Hilaire..... 1337

BEAUHARNOIS :—

Thibault vs Benoit..... 1337

GASFÉ :—

Dargy (Dme) vs Francoeur..... 1338
Kenedy vs Bond..... 1338

HULL :—

Lacroix vs Lavictoire..... 1339

JOLIETTE :—

The Hochelaga Bank vs Poudrier..... 1339

MONTMAGNY :—

Lacroix, Limitée vs Murtha..... 1339

MONTREAL :—

Harwood *et al* vs Dumberry *et al.*..... 1340
Howard vs heirs Hughes..... 1341
The city of Outremont vs Angers..... 1342
The city of Outremont vs Miss Pick.... 1342
The city of Montreal-East vs Beaudoin *et al.*..... 1343
The Trust & Loan Company of Canada vs Zelniker *et al.*..... 1341

QUÉBEC :—

Carrier vs Dme Samson..... 1344
Laferté vs Racine..... 1344
P.-T. Légaré, ltée vs Boisclair *et al.*..... 1344

RICHELIEU :—

Chapdeleine vs Morin..... 1345
Paulhus vs Charbonneau..... 1345

RIMOUSKI :—

Durette vs Dme Aubin *et ux*or..... 1346

ROBERVAL :—

La Banque Nationale vs Lavoie..... 1346

SAGUENAY :—

McDonald vs Savard *et al.*..... 1347

SAINT-FRANCOIS :—

Dumoulin vs Raymond..... 1347

TROIS-RIVIERES :—

Massicotte vs Lesieur *et al.*..... 1348
Royal Bank of Canada vs Lafrenière *et al.* 1348

RICHELIEU :—

Chapdeleine vs Morin..... 1345
Paulhus vs Charbonneau..... 1345

RIMOUSKI :—

Durette vs Dme Aubin *et ux*or..... 1346

ROBERVAL :—

La Banque Nationale vs Lavoie..... 1346

SAGUENAY :—

McDonald vs Savard *et al.*..... 1347

SAINT FRANCIS :—

Dumoulin vs Raymond..... 1347

THREE RIVERS :—

Massicotte vs Lesieur *et al.*..... 1348
Royal Bank of Canada vs Lafrenière *et al.* 1348